

Gin Tanqueray

**EXCEPTIONNEL-
COMME SA
BOUTEILLE.**

Distillé et embouteillé
à Londres



LES AFFAIRES

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION FINANCIÈRE, INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
635, EST HENRI-BOURASSA, MONTRÉAL 357

35 CENTS

O.C.D.E.

Le problème de l'inflation demeure la priorité no 1...

par Jean Pascal Lion

L'Organisation de Coopération et de Développement Economique, plus connue sous son sigle OCDE, vient de recommander à ses membres de considérer l'inflation comme le problème no 1.

"L'inflation semble avoir été ces derniers temps moins susceptible d'être maîtrisée par le seul moyen de la politique de régulation de la demande, et il y a un risque qu'elle s'accroisse encore si des mesures supplémentaires ne sont pas prises", note le Conseil de l'OCDE dans les conclusions de son rapport.

Aucun remède miracle n'est toutefois avancé car, avec justesse, l'OCDE rappelle que l'inflation peut revêtir diverses formes, selon la structure économique de chaque pays. L'Organisation fait une distinction entre les pays où les ressources sont actuellement sous-employées, "où les pressions inflationnistes présentes n'ont certainement pas pour origine un excès de la demande actuelle"; les pays qui "doivent d'ores et déjà veiller à ce que la demande ne prenne pas des proportions excessives dans le proche avenir"; et ceux "où la demande menace dès à présent de prendre des proportions excessives".

Des solutions?

L'économiste américain John Kenneth Galbraith déclarait jeudi dernier que "tous les pays industrialisés devront en venir un jour à recourir au contrôle des prix et des salaires afin de combattre l'inflation et le chômage élevé".

L'OCDE, pour sa part ne voit pas une panacée dans ce type de con-

trôle et souligne que "même aux Etats-Unis, où l'application des mesures de contrôle des prix, des revenus et des gains de productivité à court terme ont contribué à ralentir l'inflation, ce dont d'autres pays de l'OCDE ont bénéficié dans une certaine mesure, le taux de la hausse des prix reste largement supérieur à la moyenne des années 60".

"Une tendance générale à l'accélération de la hausse des coûts et des prix semble à nouveau s'être installée" constate l'Organisation, qui conclut sur ce point:

"Pour s'attaquer efficacement à l'inflation par le seul moyen de la régulation de la demande, il faudrait adopter des mesures de restriction draconiennes qu'aucun pays ne souhaite imposer dans les conditions actuelles et qui risqueraient, en fait, d'aller à l'encontre de leur objet. L'évolution intervenue en 1972 renforce les arguments militent en faveur d'une action contre l'inflation menée par le biais de politiques diverses et qui consisterait à compléter la régulation de la demande globale par d'autres dispositions".

L'OCDE, dont les recommandations ont été rédigées avant que certains pays ne prennent de sévères mesures contre l'inflation galopante qui sévissait chez eux (Autriche, France, Pays-Bas, Suisse et surtout Grande-Bretagne) estime que pour le mois d'octobre 72, la hausse des prix dans l'ensemble des pays européens s'est accélérée au point d'atteindre un taux annuel de près de

(Suite à la page 12)

...La situation est plus grave au Canada qu'aux Etats-Unis

C'est du moins ce que soutient le professeur John Young, ancien président de la commission des prix et des revenus, récemment retourné à l'enseignement.

Prenant la parole devant l'Allied Social Science Association, dont le congrès a regroupé la semaine dernière l'élite des économistes américains et canadiens, M. Young a déclaré que l'inflation galopante que nous connaissons à l'heure actuelle au Canada deviendra peut-être un vif sujet d'inquiétude et qu'il sera difficile d'y remédier à cause de l'incertitude politique qui règne à Ottawa. Rappelons que les conclusions du rapport de la Commission des prix et des revenus préconisaient un gel des prix et des salaires, tout en reconnaissant que le public appuierait difficilement une

telles politiques. D'autant que, à maintes reprises, l'actuel ministre des finances canadiens, M. John Turner s'est prononcé contre un tel contrôle.

Le professeur Martin Estey, de l'Université de Pennsylvanie, au cours du même Congrès, a déclaré pour sa part que la régulation des prix et des salaires, instituée aux Etats-Unis par le président Nixon avait beaucoup contribué à réduire les augmentations de salaire dans les conventions de travail entre syndicats et patrons.

"Les Etats-Unis sont décidés à donner une nouvelle ampleur à leur politique de restrictions, et l'écart entre les taux d'augmentation des prix entre les deux pays devrait être de plus en plus grand" de conclure M. Young.

Bilan 72 de la Curatelle publique

Les administrés du fonds collectif de la Curatelle publique ont bénéficié d'un excédent global de revenus évalué à \$928,623.69. Cette somme leur a été distribuée par la Curatelle publique et résulte de placements que celle-ci a effectués en leur nom.

C'est ce que révèle le premier rapport annuel de la Curatelle publique, déposé le 20 décembre à l'Assemblée nationale par le ministre d'Etat au Finances, M. Oswald Parent. Le rapport indique que sous la juridiction du Curateur, l'actif des biens administrés est passé de \$15,551,000. à \$19,231,552., soit une augmentation de 24% pour la période qui s'étend du 1er avril 1971 au 31 mars 1972.

La Curatelle publique est un organisme gouvernemental qui a pour mandat d'administrer les biens des québécois incapables de le faire eux-mêmes, i.e. les biens des malades mentaux, les biens sans maître, les biens confisqués par l'Etat et les biens en déshérence.

C'est le Curateur public qui a la

(Suite à la page 12)

La loi anti-dumping frappe l'industrie des pâtes et papiers

Malgré une intervention favorable du ministère de la Justice américaine auprès de la Commission des tarifs des Etats-Unis, celle-ci a quand même décrété que les exportations canadiennes d'un certain type de pâte à papier utilisée dans les papiers de qualité et les papiers de soie nuisaient à l'industrie américaine et étaient par conséquent sujettes à des tarifs anti-dumping.

Rappelons qu'en 1971, sept compagnies canadiennes ont exporté près de 40% de leur production vers les Etats-Unis, soit quelques 250,000 tonnes, d'une valeur de \$25 millions. L'ensemble de ces exportations ne représente cependant que 5% de la consommation américaine. La Commission accuse les producteurs canadiens de vendre le produit à un prix inférieur de celui qui a cours sur le marché canadien: ceci constituant aux yeux du département du Trésor une pratique commerciale tombant sous la coupe de la loi anti-dumping.

En juin dernier une enquête avait été ouverte sur les exportations canadiennes. Depuis, toutes les exportations canadiennes de pâte à papier vers les Etats-Unis sont sujettes à des tarifs spéciaux qui tiennent compte de la différentielle de prix entre le marché canadien et le marché d'exportation.

Conjoncture 73

Augmentation prévisible du volume des exportations canadiennes

Bien que sa croissance ait été assez irrégulière cette année, l'économie continuera de progresser en 1973. Au troisième trimestre, la production — désaisonnalisée, taux annuel — a fléchi, en termes réels, de 0.7% par rapport au second. Son augmentation moyenne, au cours des deux précédents trimestres, était de 1.5% environ ou 6% par an. La faiblesse du troisième trimestre doit être interprétée comme une brève interruption dans le cycle d'expansion actuel et non pas comme le début d'un renversement de tendance. Elle est attribuable surtout aux mauvaises conditions atmosphériques, aux arrêts de travail dans plusieurs ports importants du Canada et de la Grande-Bretagne, ainsi qu'aux gros stockages d'acier antérieurs en prévision d'une grève en juillet. Par suite des grèves dans les ports, l'excédent de notre balance commerciale a diminué de 75% au troisième trimestre.

Les indices d'activité disponibles pour le quatrième trimestre reflètent une croissance solidement étayée et plus conforme à la tendance du premier semestre. Les exportations ont atteint un chiffre-record en octobre. Certes, ce résultat est dû en partie aux retards et aux expéditions différées par la grève des ports, mais il s'explique également par un renforcement de la demande extérieure. Nos marchés d'exportation offrent un climat économique favorable dans l'ensemble; les réévaluations de décembre 1971, l'inflation accrue dans la plupart des pays-clients et la baisse récente de la valeur de change du dollar canadien (qui est revenu approximativement à la parité avec le dollar américain, niveau qui semble devoir se maintenir à court terme), son autant de facteurs favorables au Canada. L'excédent de la balance commerciale devrait donc s'accroître l'an prochain et se traduire par une diminution sensible du déficit de la balance courante, qui dépassera sans doute \$1 milliard en 1972.

Dépenses de ménages

Les dépenses des ménages s'accroissent également de manière sensible, après un ralentissement dû, cet été, aux mauvaises conditions atmosphériques. Les plus récentes statistiques sur le commerce de détail (par exemple les ventes des grands magasins et des magasins à chaîne) en témoignent. Les conditions préalables au maintien de cette tendance en 1973 sont toutes présentes; une politique économique appropriée, la croissance régulière des revenus personnels, l'expansion du

crédit à la consommation et le taux exceptionnellement élevé de l'épargne. Tout considéré, les dépenses de consommation devraient s'élever, au total de 10 1/2% environ en 1973, soit d'un taux égal à celui de la croissance prévue de la dépense nationale brute.

Les stocks

La reconstitution des stocks, jusqu'ici n'a pas contribué autant qu'on le prévoyait à l'expansion de l'économie. Après une accumulation sensible au premier trimestre, les stocks ont fléchi au cours des deux suivants, la baisse au troisième représentant 0.5% du PNB. La demande globale devenant plus vigou-

(Suite à la page 13)

Des travaux d'hiver gelés jusqu'en 74

M. Raymond Garneau, ministre des Finances, vient de reprocher au gouvernement fédéral son manque de consultation dans la mise sur pied du programme national de travaux d'hiver. Mesure anti-cyclique fortement prise en compte par les provinces et les municipalités, le programme de \$350 millions parrainé par Ottawa vise à défrayer les coûts de la main-d'oeuvre des travaux exécutés durant la période allant du 1 décembre au 30 mai. Pour les travaux réalisés en dehors de cette période, le fédéral ne défraie que la moitié de ces mêmes coûts.

Pris de court par Ottawa qui n'a annoncé son programme que le 8 décembre dernier, le Québec se voit obligé de reporter à l'hiver prochain l'utilisation du \$113.9 millions qui lui revient dans le cadre de l'entente fédérale. Situation fâcheuse pour un Québec pris avec un taux de chômage élevé et des besoins d'infrastructure à combler. Pour cet hiver l'argent est...gelé et M. Garneau ne prévoit utiliser que \$3 millions du montant alloué.

Ce n'est qu'en 73-74 que l'on verra le gouvernement québécois utiliser un premier montant de \$80 millions pour combattre le chômage et réaliser des projets d'investissement. Une somme additionnelle de \$20 millions ira aux municipalités qui devront compter cette année que sur le programme fédéral des initiatives locales pour défrayer leurs projets.

Ce contretemps pousse donc le

(Suite à la page 12)

Le Canada y a contribué pour plus de \$130 millions

Dixième anniversaire du Programme alimentaire mondial

Le Programme alimentaire mondial (PAM), qui fournit une aide sous forme de denrées aux pays en voie de développement, marquera sa dixième année d'existence au début de 1973.

La dernière Lettre commerciale de la Banque de Commerce Canadienne Impériale décrit les origines, les objectifs, l'organisation ainsi que le fonctionnement de ce Programme.

La participation au PAM est ouverte à tous les Etats membres des

Nations Unies, ainsi qu'aux pays et aux membres associés à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Quelque 90 pays donateurs ont contribué au PAM depuis sa création, en fournissant des vivres et autres ressources. Le total des engagements se chiffre présentement à environ \$US 1,051 millions. Une aide supplémentaire pour un montant de \$US 66 millions a été fournie par certains des Etats signataires des Conventions de l'aide alimentai-

re, inscrites dans l'Arrangement international de 1967 et de 1971 sur les céréales.

Le Canada est un des pays fondateurs du PAM et se place au second rang des donateurs. Notre pays a contribué pour plus de \$US 130 millions au Programme depuis sa création, soit sous forme de produits agricoles et autres denrées à titre d'aide au développement ou de vivres pour répondre à des cas d'urgence.

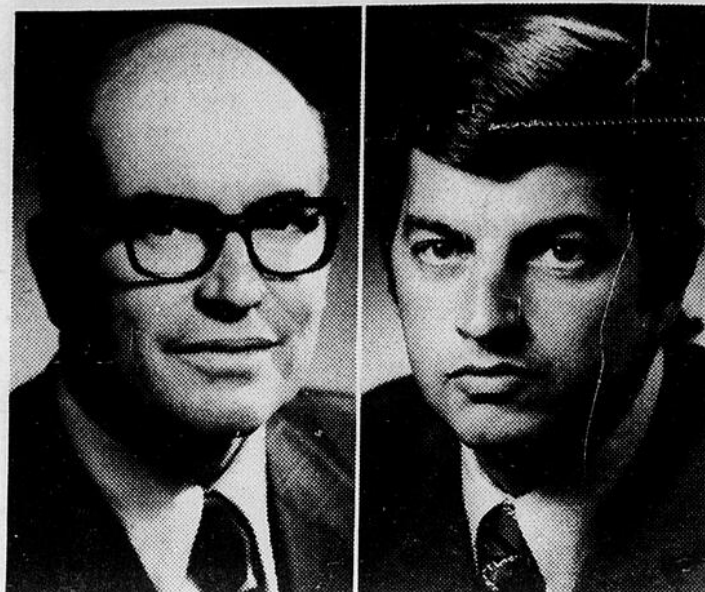
Quels que soient les points faibles du PAM, l'expérience des dix dernières années démontre clairement que cette aide alimentaire multilatérale joue un rôle primordial dans la redistribution des aliments, de la part des pays développés aux pays moins bien pourvus.

Contrairement à d'autres programmes d'aide, où les pays donateurs fournissent des crédits ou de l'assistance technique, la contribution du PAM s'effectue sous forme de denrées alimentaires.

Cette aide est sans contredit ce dont plusieurs pays ont besoin pour combler leur lacune en matière de nourriture, jusqu'à ce qu'ils soient suffisamment développés sur le plan tant économique que social. Dans le domaine de l'agriculture, leur rendement est parfois inadéquat, sur-

(Suite à la page 15)

NOMINATION CHEZ IBM CANADA LTÉE



J. K. Johnston

L. P. Lemay

M. J.K. Johnston, ex-directeur du centre de calcul et des centres de service du traitement des données, vient d'être nommé vice-président, pour la région de l'Est, de la commercialisation de l'équipement de traitement des données.

Affecté à Montréal, il sera responsable, pour Ottawa, Kingston, le Québec et les provinces maritimes, de toutes les activités de commercialisation d'IBM dans le domaine du traitement des données. Entré chez IBM en 1958, M. Johnston a occupé un certain nombre de postes de ventes et de gestion à Windsor, Hamilton et Toronto. Il est diplômé de l'Université de l'ouest de l'Ontario.

M. L.P. Lemay, ancien vice-président de la commercialisation de l'équipement de traitement des données pour la région de l'Est et rattaché à Montréal, vient d'être nommé à un nouveau poste où il cumulera les fonctions de vice-président et de directeur des ventes du traitement des données. M. Lemay, entré chez IBM en 1962, a occupé à Québec, Montréal et Ottawa, un certain nombre de postes supérieurs dans le domaine des ventes et de la gestion. Il est diplômé de l'Université d'Ottawa et il détient une licence de science de l'Université de Londres, en Angleterre, où il avait obtenu la bourse Athlone.

LA RÉFORME FISCALE

Combien d'impôts paierez-vous?

Savez-vous ce que vous réserve la nouvelle loi fiscale? Quelles seront ses applications au Québec? Saurez-vous calculer votre impôt sur le revenu? Quelles seront les modifications aux autres éléments du revenu? Comment s'appliqueront les taxes sur les gains en capital? Au moment de l'entrée en vigueur d'un nouveau régime fiscal, fédéral, ce livre, écrit pour le Québécois, se veut un guide qui vous permettra de connaître ce que vous réserve cette loi et de prendre les décisions en ce qui concerne vos biens et propriétés.

COMBIEN PAIÉREZ-VOUS D'IMPÔTS AVEC LA RÉFORME FISCALE

Veuillez m'expédier volume(s) intitulé(s):
Combien paierez-vous d'impôts avec la réforme fiscale?
à \$2.50 par volume — P.S.L. (C.O.D.) \$0.50
inclure \$0.25 par volume pour frais de livraison

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Prov. _____

Paiement inclus \$.... Expédiez P.S.L. (C.O.D.) \$....
expédiez chèque ou mandat poste à: Publications Les Affaires Inc.
635 est, boul. Henri-Bourassa, Montréal 357, Qué.

Gisements de bauxite

Alcan mène une étude conjointe en Amazonie

Les compagnies Alcan Aluminium Limitée et Companhia Vale do Doce C.V.R.D., Brésil, ont annoncé la signature la semaine dernière d'un accord portant sur une étude à être entreprise conjointement en vue de la reprise de travaux pour la mise en valeur de gisements de bauxite situés dans la région de Trombetas en Amazonie (Brésil). C.V.R.D. est la principale entreprise brésilienne d'extraction de minerai de fer.

Alcan s'était activement engagée dans la réalisation de ce projet depuis plusieurs années mais avait dû, en juillet dernier, interrompre ses mises en fonds dans les travaux préliminaires.

Aux termes de cet accord, il faudra entreprendre une nouvelle étude qui nécessitera environ six mois, afin de fixer le calendrier et l'envergure qu'il faudra donner au relancement du projet, dans lequel les actionnaires brésiliens détiendront 51% des actions ayant droit de vote et les actionnaires non brésiliens 49%.

La prospection géologique déjà effectuée par Alcan dans la région de Trombetas a confirmé l'existence de vastes réserves de bauxite de bonne qualité, tout près de parties navigables de l'Amazone.

Pendant que se fera l'étude en question, C.V.R.D. et Alcan approcheront des compagnies du Brésil et d'ailleurs qui sont susceptibles de rendre ce projet viable.

L'étude conjointe d'Alcan et de C.V.R.D. envisagera de plus la possibilité d'établir une usine d'alumine au Brésil, au cas où la demande le justifierait et où des investisseurs manifesteraient l'intérêt nécessaire.

Loi-cadre sur la qualité de l'environnement

Le projet de loi 34 sur la qualité de l'environnement, oeuvre du ministre Goldbloom, vient d'être voté en troisième lecture. Cette nouvelle législation confie au ministre le mandat très étendu d'élaborer, de proposer, de mettre en oeuvre et coordonner une politique de protection de l'environnement, de prévenir la détérioration du milieu, tout en préservant les espèces vivantes et les biens.

Afin de mettre en marche cette politique le ministre pourra coordonner, exécuter ou faire exécuter des recherches, études, enquêtes et inventaires sur tout ce qui concerne l'environnement. De plus le ministre pourra élaborer en collaboration avec les autres ministères gestionnaires des ressources, des plans et programmes d'ensemble de protection de la qualité de l'environnement et des plans d'urgence destinés à combattre toute forme de pollution accidentelle.

SANCTIONS

Des sanctions sévères pouvant aller de \$5,000 pour une première infraction à \$10,000, pour toute infraction subséquente seront imposées à toute personne reconnue coupable d'une infraction majeure définie par la loi.

Le texte stipule en effet que "nul" ne doit émettre déposer, dégrader ou rejeter, ni permettre l'émission, le dépôt, le dégrèvement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant au-delà de la qualité ou de la concentration prévue dans les règlements... de manière à porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité du sol, à la végétation, à la faune ou aux biens.

Quant à celui qui refuserait ou négligerait de produire une déclaration ou une garantie, fournir des informations ou des rapports, soumettre des plans, demander une approbation ou un permis au directeur ou de

(Suite à la page 15)

Cabano

Les Caisses-Pop investissent dans le projet de cartonnerie

Le Mouvement des Caisses populaires Desjardins a décidé de souscrire un montant de \$600,000. au capital-actions de la Cartonnerie du Grand Portage Inc.

Monsieur Alfred Rouleau, président de la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins a déclaré, en annonçant la nouvelle, que le Mouvement Desjardins est heureux de s'identifier à un projet qui émane de la population et des corps intermédiaires.

Dans la lettre qu'il faisait parvenir à M. Guy Monarque, président et directeur général de la Société Populaire des Pâtes et Papiers Inc., M. Rouleau reconnaît de plus que ce projet veut aussi aider au développement d'une des régions du Québec plus ou moins favorisée au plan économique.

"L'amorce du projet et le projet lui-même s'inscrivent dans une conception valable de solidarité avec ceux qui oeuvrent à la base avec les corps intermédiaires, avec des agents de développement économique et avec les gouvernements," conclut le communiqué.

Les affaires en bref

M. Claude Bruneau, président de S.M.A. (Société de Mathématiques Appliquées) Inc. et président du conseil d'Onyx Films Inc., a annoncé que cette société, filiale de S.M.A., vient de faire l'acquisition des Cinéastes Associés Inc., compagnie de production cinématographique et audio-visuelle dont la création remonte déjà à plusieurs années. Cette transaction, a indiqué M. Bruneau, démontre bien l'intérêt et la confiance d'Onyx Films pour le marché canadien de l'audio-visuel.

Depuis deux ans, les Cinéastes Associés avaient connu un nouvel essor sous l'impulsion de M. Robert Boivin, qui en conservera la direction. La compagnie s'est spécialisée dans le film documentaire institutionnel, les films de télévision et les messages publicitaires à budget restreint et les spectacles audiovisuels sur dispositifs. Tandis que les Cinéastes Associés accentueront leurs efforts du côté de ces marchés particuliers, Onyx Films continuera de développer principalement le marché du film industriel et de relations publiques et celui du film publicitaire, tout en offrant à la clientèle des services-conseils dans toutes les sphères de la communication. Onyx Films, qui a produit jusqu'à ce jour plusieurs films de long métrage à succès comme "Les femmes en or" et "Les mâles" n'en abandonne pas pour autant ce secteur.

Les Cinéastes Associés pourront désormais compter sur le service de réalisation cinématographique le plus important de l'industrie privée québécoise, Onyx Films ayant à son emploi cinq réalisateurs permanents.

Me P.-Michel de Grandpré devient président d'Onyx Films et M. Robert Boivin est nommé vice-président responsable de l'administration. M. Guy Fournier, jusqu'à maintenant vice-président directeur, est nommé vice-président responsable de la création et du marketing.

* *

Monsieur J.R.M. Hutcheson a été élu président du conseil d'administration de Canadian Johns-Manville, et Monsieur G.P. Loubert a été élu président de la même compagnie.

M. Hutcheson occupait le poste de président et gérant général de Canadian Johns-Manville. Il demeure gérant général de la division de la fibre d'amiante responsable pour l'exploration, la production et les ventes de la fibre d'amiante.

M. Loubert a commencé sa carrière avec Canadian Johns-Manville en 1952 comme ingénieur pour les tuyaux. Il fut gérant de la production pour les isolants industriels et par la suite il devint ingénieur de la production pour la division des produits canadiens. En 1967, M. Loubert a été assigné à la division internationale de Johns-Manville Sales Corporation et a été posté à Paris où il est devenu ingénieur de la production pour toutes les opérations manufacturières de Johns-Manville en Europe, au Proche-Orient et en Afrique.

De retour au Canada en 1970, il a assumé la position d'adjoint au gérant général de la division des produits canadiens. Il fut promu au poste de gérant-général de cette division en 1971.

Le Canadien Pacifique prévoit des progrès sensibles en 1973

"Montréal — Le Canadien Pacifique a réalisé des progrès importants dans l'exploitation d'un vaste éventail de ressources naturelles et dans l'industrie du transport en 1972. L'impulsion qu'a connue l'économie canadienne cette année, de même que la vigueur continue anticipée pour 1973 indiquent que la compagnie atteindra un taux d'accroissement satisfaisant l'an prochain également," selon le président général, M. Ian D. Sinclair.

CP Rail

On s'attend à ce que les revenus du service marchandises de CP Rail, en 1973, soient sensiblement supérieurs à ceux de 1972. Les secteurs importants de croissance seront les exportations de charbon, de potasse, d'automobiles, de chargements mixtes et de containers.

"Une forte demande d'engrais, au Canada et aux États-Unis, devrait entraîner une augmentation du trafic de la potasse et des revenus accrus dans ce domaine. De nouvelles méthodes de distribution ferroviaire vers les provinces de l'Atlantique devraient produire des revenus plus

élevés pour le transport des automobiles."

En 1973, les efforts de marketing viseront surtout à mettre sur pied d'autres méthodes pour le transport intermodales et à augmenter la part du rail dans le marché du transport des denrées, part touchée par la concurrence du transport routier, et les denrées relatives à l'énergie telles que charbon, pétrole et gaz de pétrole liquéfié.

Le rendement de l'exploitation des trains marchandises a continué de s'améliorer en 1972. Le poids moyen des trains était légèrement plus élevé mais une amélioration de plus de trois pour cent dans la vitesse de ces trains a eu comme résultat une augmentation d'environ 3.5 pour cent en tonnes-mille brutes par heure de train.

CP Air

Les bénéfices de CP Air, nettement améliorés en 1972, reflètent un essor vigoureux du trafic. Même si les conditions économiques favorables qui ont donné lieu à cette croissance devaient se maintenir en 1973, plusieurs incertitudes assom-

brissent cette perspective optimiste. L'organisme international régissant la tarification, l'AITA, n'est pas encore parvenu à un accord sur la structure des tarifs qui s'appliqueront, l'été prochain, aux services essentiels de l'Atlantique-nord.

Une autre énigme touche les effets possibles de nouveaux règlements pour les vols nolisés sur les services réguliers. Les restrictions "groupe affinité" seront supprimées et remplacées par les nouveaux règlements qui permettront des voyages-groupe à prix modique, moyennant réservations et achats de billets à l'avance. Il se peut aussi que les

(Suite à la page 13)

Année difficile pour Bombardier

La publication des résultats financiers pour les neuf mois terminés le 31 octobre 1972 de Bombardier Limitée, sans être catastrophiques (la compagnie enregistrant des profits nets consolidés de \$2,050,000) n'en révèle pas moins une situation difficile. Ce que ne nie pas d'ailleurs le président et directeur général, M. Laurent Beaudoin qui explique les problèmes de Bombardier aux actionnaires en ces termes:

Divers facteurs expliquent la situation particulière que connaît Bombardier Limitée au cours de cette année d'opération. D'abord, l'industrie de la motoneige continue de traverser une période d'ajustement qui, en toute probabilité, se poursuivra encore un certain

(Suite à la page 14)

Importantes nominations au ministère des Finances

M. Otto E. Thur, vice-président du Conseil économique du Canada, depuis 1969, a été nommé adjoint au sous-ministre des Finances et prendra la tête d'une nouvelle division de planification économique

à longue échéance. Son engagement, par la Fonction publique du Canada, entrera en vigueur le 1er février 1973.

M. C.L. Read a, pour sa part, été nommé Inspecteur général des banques et succèdera ainsi à M. W.E. Scott, à la suite de la retraite de ce dernier, le 31 décembre 1972. M. Read était adjoint à l'Inspecteur général depuis 1970.

La nouvelle division que dirigera M. Thur sera responsable de la coordination, de la planification et de la mesure à moyenne et longue échéance. Elle sera chargée d'analyser et d'évaluer d'autres politiques et mesures ayant un impact appréciable sur la structure de l'économie.

Agé de 44 ans, M. Thur a fréquenté l'Université de Budapest, où il a obtenu une licence, puis une maîtrise en sciences économiques à l'Université de Louvain, en Belgique. De 1954 à 1959 il occupait les postes d'adjoint et de directeur des recherches à l'Institut de recherches économiques et sociales, à l'Université de Louvain. Il se joignait ensuite au personnel du département d'économie à l'Université de Montréal, en 1959, et devenait professeur en 1966, puis président du département d'économie en 1967.

M. Thur était nommé directeur et vice-président du Conseil économique du Canada en septembre 1969 et a rempli cette fonction depuis le 1er janvier 1970.

M. Thur a été professeur invité à l'Université Laval, à Québec, de 1962 à 1967, rédacteur de la revue

(Suite à la page 15)

Hayhurst forme une nouvelle compagnie nationale dans le domaine des communications

F.H. Hayhurst Co. Limited, une agence canadienne de publicité annonce la fondation d'un nouvel organisme national de communications, Willhurst Communications Limited.

La nouvelle compagnie offrira au monde canadien des affaires et de l'industrie ainsi qu'aux gouvernements, des programmes de services intégraux dans le cadre des relations publiques, et des projets spéciaux de communications qui s'y rattachent.

En annonçant la fondation de cette nouvelle compagnie, le président de Hayhurst, M. Frank Convery a déclaré: "Bien que nous travaillerons en étroite collaboration avec Willhurst dans les secteurs d'intérêt commun, le nouvel organisme fonctionnera et sera exploité à part. Il s'occupera de conseiller et de servir la clientèle de Hayhurst dans le domaine des relations avec l'extérieur. En outre, Willhurst offrira aussi ses services en communications à la clientèle possible non affiliée à Hayhurst."

"Il est évident que nous accueillons avec enthousiasme l'ampleur que vont prendre maintenant l'expertise en communications et l'exécution des programmes que Willhurst va être à même d'offrir à notre clientèle. Pour nous, l'expansion est logique."

La direction de Willhurst est composée de deux membres-cadres supérieurs possédant de l'expérience dans l'industrie canadienne des communications:

M. William McKechnie, son président, ancien directeur administratif d'un organisme consultatif national en communications et directeur d'une agence de publicité parmi les plus importantes. M. Donald Travis, ancien expert d'une entreprise consultative internationale en relations publiques, directeur des services à la clientèle.

Leurs bureaux seront situés au siège social de la Compagnie à Toronto.

"Nous avons l'intention" déclare M. McKechnie de mettre à la disposition du commerce, de l'industrie, des gouvernements et des compagnies internationales qui traitent avec le Canada, une gamme complète de services consultatifs et administratifs."

Parmi ceux-ci, seront inclus les relations commerciales et financières, la liaison intergouvernementale, les relations publiques intérieures et la main-d'oeuvre; les autres services apparentés indispensables pour atteindre les groupes publics spéciaux, ainsi que des services consultatifs et des programmes pour les produits de consommation.

"Il est bien évident pour nous que les communications entre le public et les secteurs privés deviennent de plus en plus complexes et nécessitent des services consultatifs et techniques particuliers. Il en est de même dans l'interprétation actuelle, pour le commerce et pour l'industrie, des exigences des communications d'un public de plus en plus ouvert à la notion des choses. L'objectif de Willhurst consiste justement à mettre ces possibilités à la disposition des intéressés, tant au point de vue consultatif que pratique."

La Compagnie Trust Royal annonce pour sa part qu'elle confie sa publicité en exclusivité à l'agence F.H. Hayhurst Co. Limited, de Montréal.

Au cours de l'an dernier, la compagnie a fait appel à deux agences pour sa publicité en tant que société de même que pour celle de ses services.

"Nous revisons complètement notre programme de commercialisation" a déclaré le porte-parole du Trust Royal, "et l'une des premières mesures à prendre était de confier toute notre publicité à une seule agence. En ce qui nous concerne, cette disposition va donner de meilleurs résultats tout en assurant la cohésion de notre programme."

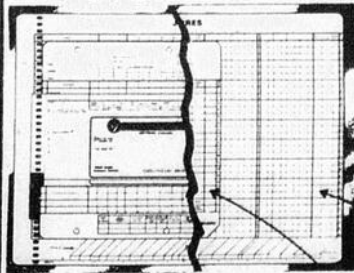
Bourse de Toronto Hausse de 20.6% de l'indice industriel en 72

Les autorités de la Bourse de Toronto viennent de rendre public le rapport statistique de l'année sur l'ensemble des opérations du parquet. On y apprend que l'indice industriel a grimpé de 20.6% au cours de l'année (\$2.8 contre \$2.3 milliards). Les bénéfices du troisième trimestre du secteur industriel ont progressé de 14% (\$719 contre \$630 millions par rapport à l'exercice de 1971).

C'est dans les secteurs de l'immobilier, des pâtes et papier et de la construction que l'on retrouve les plus fortes augmentations avec des pourcentages respectifs de croissance de l'ordre de 123.5%, 93.8% et 67.6% respectivement. La seule ombre au tableau: une baisse de l'indice minier (-16.3%).

Durant ce même troisième trimestre, l'or, les métaux de base ainsi que les pétroles de l'Ouest connaissent des taux d'augmentation de 75.6%, 1% et 17.8% respectivement alors que le taux de rendement de ces mêmes valeurs s'est établi à 164.7%, 10.5% et 13.6% de ce qu'il était l'an dernier.

SIMPLIFIER votre Comptabilité avec un SYSTÈME SALAIRE "Une-Ecriture"



Bénéfices Majeurs:

Réduction de la main-d'œuvre par 2/3 ainsi que des périodes de pointe à la fin de chaque mois. — Tous les records sont balancés et réconciliés automatiquement. — Accélère l'émission des formulaires T4 et TP4.

NOS SPECIALITES:

Salaires — Comptes à recevoir
Comptes à payer

Je suis intéressé à votre système et je désire recevoir la visite de votre représentant.

Système Provincial
(MONTREAL) ITEE

C.P. 963, MONTREAL 101 — TEL: (514) 845-7312

NOM: TITRE:
FIRME:
ADRESSE:
TÉLÉPHONE:

le Canada en deuil

Cette dernière semaine de l'année, alors que bien des personnes ont déjà entamé le décompte final qui précède le "lancement" joyeux de l'année nouvelle, le deuil est venu attrister une grande majorité des Canadiens. En effet, mercredi de la semaine dernière, tard dans la soirée, le pays apprenait le décès de l'ancien premier ministre libéral, M. Lester B. Pearson, survenu en sa soixante-quinzième année, après une assez longue lutte contre une maladie qui pardonne rarement.

On dit que chez Lester B. Pearson, le diplomate avait la prééminence sur l'homme politique. Et de fait, sa vocation, son tempérament et l'orientation première de sa carrière, tout semblait le destiner à un rôle plein de promesses sur la scène internationale. Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du gouvernement canadien aux États-Unis, au ministère des Affaires extérieures. En 1948, le premier ministre d'alors, M. Louis St-Laurent, lui offre dans son cabinet le portefeuille de ce même ministère. A noter qu'il ne sera élu à la Chambre des communes que quelques semaines plus tard à l'occasion d'une élection complémentaire. C'est l'époque où l'on commence à liquider certaines séquelles de la deuxième guerre mondiale... c'est l'époque aussi où se forment de nouvelles alliances, où s'ajustent les blocs politiques. La présence de la personnalité canadienne sur la scène internationale se fait de plus en plus ressentir. L'influence de Lester B. Pearson n'y est sans doute pas étrangère. En 1949, il représente le premier ministre canadien, M. St-Laurent, à la conférence des premiers ministres du Commonwealth, à Londres; cette même année, il est délégué par le Canada à la signature du traité de l'Atlantique nord, à Washington, et d'ailleurs, il est nommé, quelque temps plus tard, président de l'organisme qui en est l'aboutissement: l'Otan. En 1951, il dirige la délégation canadienne à la conférence sur le traité de paix avec le Japon. Plus tard, en 1954, il représente le Canada à la conférence sur le désarmement, à Genève. Enfin, à titre de ministre des Affaires extérieures, il dirige la délégation canadienne de la troisième à la onzième assemblée générale des Nations unies. Il en sera d'ailleurs nommé président de la septième session. A l'ONU, Lester B. Pearson se fait remarquer par ses interventions visant à mettre fin aux conflits qui éclatent en divers points chauds du globe. Elles finissent par lui valoir d'ailleurs le prix Nobel de la paix.

Néanmoins, vocation ou pas, Lester B. Pearson est choisi, le 17 janvier 1958, pour succéder au leader libéral et ex-premier ministre canadien, M. Louis St-Laurent. Mais il ne sera porté au pouvoir qu'en avril 1963. Son règne politique devait s'achever en 1968 après cinq années de pouvoir exercé à la tête d'un gouvernement toujours minoritaire. Accusé par certains de ses adversaires d'avoir lâché trop de lest, exactement de l'inverse par d'autres, il reste que ces cinq années au pouvoir, dans les conditions difficiles que l'on connaît, représentent une véritable prouesse qui ne s'explique que par l'habileté manœuvrière du diplomate et l'esprit ouvert de l'homme politique.

Peut-être connaissait-il mal le Québec et les Canadiens français; mais, dit Michel Roy (Le Devoir, vendredi 29 décembre 1972)... mieux que ses prédécesseurs, pourtant, et avec un désintéressement qui décourageait tous les sectarismes, il sut comprendre les aspirations des Québécois comme si, venu d'ailleurs, il eût jeté un regard neuf, exempt de tout préjugé, sur ce pays auquel il était profondément attaché.

Jean-V. Baltayan

LES AFFAIRES

Fondé en 1961 sous la présidence de Julien Levasseur

635 est. boul. Henri-Bourassa
Montréal 357, tél. 381-1888

Vice-président et directeur général:

Claude Coupal

Rédacteur en chef: Jean V. Baltayan

Rédacteurs: Jean Pascal Lion, Alain Gerbier, Michel Guénard, Claire Gauthier

Collaborateurs: Michel Durand, Jacques Beaufort

Correspondants réguliers:

François Gauthier, économiste à l'Université Laval; François Charette, B.A. L.Sc.

Charles Atala, L.L.L. conseiller en droit international; René Calès, C.d.A.A. F.I.A.C.

Reynald N. Harpin, B.A., L.S.C., analyste financier;

Directeur de la publicité: René S. Bourbonnais

Gérant à Montréal: Gilbert Boisvert

Représentant à Toronto: Marc A. Girard, Gérant pour l'Ontario et l'Est des E.U.: Tom Jordan,

représentant: Suite 203, 801 York Mills Rd., Mills, Ont. 449-3808/447-7404

Ouest canadien et Californie: D.D. Davidson, National Advertising Representative, 1350

West, Pender St Vancouver B.C.

Europe: Paul Singer-Lawrence, 54 Burton Court, London S.W. 3 England

Directeur du tirage: Georges Larivière; Production: Nicole Vézina.

Composé aux ateliers des Entreprises Gérard Inc., Montréal et imprimé par Richelieu Roto-

Litho, Saint-Jean

Abonnement un an (52 numéros) \$10.00; deux ans (104 numéros) \$17; trois ans (156 nu-

méros) \$23.00 cinq ans (260 numéros) \$35.00

Distributeurs pour l'Europe: C.C.I.F.

68 rue Rothschild, Genève, Suisse, tél. 022/317478

EUROPE: \$15.00 (annuel) — poste aérienne ajouter \$20.00

La reproduction intégrale ou partielle d'articles signés publiés par le Journal n'est

soumise à aucune autorisation préalable mais doit cependant être accompagnée de

la mention "Les Affaires".

(Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no 0923)

Financement d'une exportation de locomotives au Portugal par la SEE

Le Conseil d'administration de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) a consenti un prêt de \$5,900,000 à la Companhia de Caminhos de Ferro Portugueses, Lisbonne, soit 85 pour cent du prix de locomotives, pièces de rechange et services qui seront vendus par MLW-Worthington de Montréal.

La commande porte sur dix-huit locomotives de 2200 HP et la valeur totale approche de \$7 millions. C'est la première étape d'un programme de modernisation entrepris par les Chemins de fer nationaux du Portugal. La commande a été enlevée par MLW malgré la concurrence des États-Unis, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

En annonçant cet accord de prêt, Vincent L. Chapin, Vice-président de la Société pour l'expansion des exportations, a fait remarquer que c'était le premier financement mené à bon terme par la SEE au Portugal, et que la continuation de modernisation des chemins de fer appartenant à l'État, laissait entrevoir d'autres exportations canadiennes vers ce pays, dans l'avenir.

INAUGURATION D'UN NOUVEAU RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATION

Monsieur, J.-Gilles Masse, Ministre des Richesses Naturelles, a inauguré officiellement un nouveau réseau de télécommunications écrites avec le Nouveau-Québec.

Ce nouveau système reliera simultanément les bureaux administratifs de Fort-George, Poste-de-la-Baleine et Fort-Chimo et la direction générale du nouveau Québec à Québec. C'est une réalisation conjointe du ministère des richesses naturelles et de la compagnie Bell du Canada.

Jusqu'à tout récemment, les communications usuelles du service se faisaient par un système de radio-téléphone installé en 1965. Les activités croissantes de la D.G.N.O. tant à Québec que dans le nord, ont augmenté.

Surchargeant à la longue l'ensemble du réseau téléphonique et rendant de plus en plus évidente la nécessité d'avoir des messages écrits au lieu de messages verbaux.

Après avoir utilisé l'émetteur de Québec pour communiquer ses souhaits à la population du Nouveau-Québec, le ministre J.-Gilles Masse soulignait qu'ils agissaient bien du premier système du genre à être utilisé au Québec et permettant de relier plusieurs stations de façon simultanée. Même s'il s'agit en somme d'un projet pilote, son fonctionnement a été rodé à la perfection, ce qui en assure la fiabilité à 90%.

Le service de radio-téléphone existant déjà dans ces régions permet des communications interurbaines par partage de temps entre les abonnés. La qualité de la transmission orale avec les ondes à haute fréquence est parfois perturbée par des facteurs magnétiques dépendant entre autres des conditions ionosphériques.

Le nouveau système privé de téletypiste, tout en allégeant le service radio-téléphonique, permettra des communications plus sûres du fait que les machines peuvent déchiffrer des signaux même légèrement brouillés; les communications seront plus rapides aussi puisque le réseau sera à l'usage exclusif et permanent de la direction générale du Nouveau-Québec pour ses besoins administratifs.

La mise en oeuvre du projet a demandé plus de 14 mois de travaux. Le système a été expérimenté pendant deux mois avant d'être remis à l'usage de la D.G.N.O. le 4 décembre dernier. La compagnie Bell Canada a fait savoir que l'expérience acquise par les ingénieurs et les nouvelles techniques utilisées pour réaliser ce réseau de téletypiste seront mises à profit pour la construction d'autres systèmes du genre et s'avèreront très utiles aux organismes opérant dans les territoires desservis uniquement par radio à haute fréquence.

Réorganisation au Ministère de l'industrie et du commerce

M. Alastair Gillespie, ministre de l'Industrie et du Commerce, a annoncé simultanément une réorganisation de son Ministère et les nominations de MM. B.G. Barrow au poste de premier sous-ministre adjoint, Industrie, et T.M. Burns au poste de premier sous-ministre adjoint, Industrie, et T.M. Burns au poste de premier sous-ministre adjoint, Commerce international.

Monsieur Gillespie a souligné que ces nominations avaient été faites par la Commission de la Fonction publique et que conjointement, il serait procédé à un regroupement de certains éléments de son ministè-

re. Ces changements ont pour but de préciser les zones de responsabilité et d'améliorer la coordination des efforts du ministère en vue d'augmenter le rendement industriel et commercial canadien tant au pays qu'à l'étranger. Un groupe de planification stratégique qui se rapportera directement au sous-ministre a été formé. Sa tâche sera de mettre au point des stratégies à longue échéance qui permettront d'atteindre nos objectifs économiques tout en tenant compte de l'évolution de l'environnement domestique et international et en les conciliant avec les autres objectifs de la nation.

Le ministre a annoncé aussi les nominations de MM. R.G. Head, sous-ministre adjoint, Expansion de l'industrie; R.E. Latimer, sous-ministre adjoint, Relations commerciales internationales; et Claude Charland, sous-ministre adjoint, Expansion des exportations.

M. L.J. Rodger a été appelé à combler le poste de sous-ministre adjoint, Administration.

"Ces nominations ainsi que les changements qui s'en suivront dans les cadres administratifs de mon Ministère," a dit M. Gillespie, "sont le résultat d'un travail de revue et de réévaluation commencé par mon prédécesseur, M. Pépin. Je suis certain que ces modifications apporteront une aide encore plus efficace à l'expansion industrielle du Canada ainsi qu'à notre rendement dans le domaine du commerce international".

M. Gillespie a ajouté enfin que dans les bureaux régionaux du ministère au Canada, il y aura une augmentation de personnel et de responsabilités. "J'ai deux objectifs en vue", a-t-il dit, "l'un, qui est de procurer un service meilleur et plus rapide aux industries de toutes les régions, tout particulièrement aux petites industries; l'autre, qui est d'améliorer nos relations avec les gouvernements provinciaux."

Lancement aux H.E.C. d'un document de recherches bibliographiques sur le Franchising

Récemment eut lieu aux Hautes Etudes Commerciales de Montréal le lancement d'un ouvrage de recherches bibliographiques sur le Franchising, dû à M. Vasile Tega, directeur des services au chercheurs à la bibliothèque de l'Ecole des HEC.

Pourquoi un document de recherche bibliographique sur le FRANCHISING? Parce qu'il s'agit d'une technique efficace et nouvelle, pas assez connue même des spécialistes dans la pratique des affaires et même de l'enseignement. En effet, même ceux qui ont l'habitude de se tenir à la pointe de l'information, pensaient qu'il n'existait tout au plus qu'une douzaine d'articles ou d'ouvrages sur la question. Or, les ressources bibliographiques de la bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales ont permis de choisir quelques centaines de titres parus de 1960 à 1971, sur les aspects les plus divers du franchising. De dispersées qu'elles étaient, les sources de documentation sont maintenant groupées méthodiquement en une brochure facile à consulter. Chacune est commentée dans la langue de sa composition. Un index complet d'auteurs et de sujets abordés permet de trouver vite ce que l'on cherche: c'est une BANQUE D'INFORMATION, une clé du savoir-faire dans ce domaine.

Enfin, l'ouvrage est le plus étendu qui soit et le premier à présenter un caractère international, à adopter une présentation bilingue et à s'adresser particulièrement aux petites et moyennes entreprises. Qu'est-ce, au juste, le FRANCHISING? C'est un terme employé dans les textes français comme dans les textes anglais, qui désigne "la concession d'une marque (produit ou service) et de l'ensemble des méthodes et moyens propres à en assurer l'exploitation et la gestion dans les meilleures conditions possibles de rentabilité; ceci, en contre-partie d'un investissement et d'une rémunération par royalties, le concessionnaire restant indépendant dans le cadre des modalités contractuelles fixées par le concédant. Le concédant est le franchisor, le concessionnaire est le franchisee."

Comme l'écrit dans l'avant-propos de l'ouvrage, M. Jean-Guy Rivet, de la Direction du Commerce du Québec, "LE FRANCHISING permet au chef d'entreprise de manifester son dynamisme dans l'action commerciale. Il acquiert, par la franchise, une nouvelle dimension sur le plan commercial et les faiblesses traditionnelles de la petite entreprise, tant dans le domaine de la gestion que dans la définition d'un politique commerciale d'avenir, sont neutralisés par l'appartenance à un groupe."

La portée économique des indicateurs de performance

"Lors de son Neuvième Exposé annuel, le Conseil économique du Canada s'est efforcé, beaucoup plus que par le passé, de rendre son rôle consultatif plus pertinent. L'une de nos recommandations a trait à la tenue d'une conférence économique nationale pour étudier et évaluer la série d'indicateurs de performance et examiner la performance de l'économie dans le cadre de ces indicateurs." Voilà ce que déclarait M. André Raynauld, président du CEC lors d'une rencontre avec les membres de la Toronto Association of Business Economists tenue récemment dans la Ville-Reine.

Rendre les indicateurs utiles

M. Raynauld a rappelé à son auditoire qu'en prônant la tenue d'une conférence économique nationale, le CEC "s'est montré parfaitement conscient du besoin d'associer les décisionnaires à ses travaux, afin de rendre la définition des objectifs et la prévision aussi utiles et aussi pertinentes que possible. A l'heure actuelle, les Canadiens manquent à la fois d'un cadre général et d'un forum pour la coordination des décisions dans le domaine de l'économie. Nous proposons les indicateurs de performance, fondés sur le modèle économétrique CANDIDE, comme un point de départ, et la conférence économique nationale, comme le forum le plus approprié."

Deux objectifs à atteindre

Face aux professionnels de l'économie, le président du CEC a justifié sa position de la façon suivante: "En ce qui concerne l'implantation d'un cadre initial de définition des objectifs qui aurait reçu une approbation générale, une évaluation très poussée de ses caractéristiques techniques semble évidemment souhaitable. Dans le cas de CANDIDE,

ceci signifie qu'il faudra se pencher attentivement sur la structure du modèle et sur le choix des principales hypothèses exogènes. Le Conseil apporterait son concours à une telle analyse. En deuxième lieu, il est de toute première importance que chacun des indicateurs de performance soit soumis à un examen rigoureux et à une évaluation détaillée de ses implications. Troisièmement, l'expansion éventuelle de la série d'indicateurs dépendra des réponses, des suggestions et des pressions qui se manifesteront.

Que dire des résultats?

Bien que la série préliminaire d'indicateurs de performance poura être fondée chaque année sur les résultats d'un certain nombre de simulations de CANDIDE, je désirerais dès maintenant souligner qu'ils devraient être évalués et appréciés d'après leur propre mérite. En d'autres termes, les indicateurs de performance pourraient être acceptés ou rejetés sans que cela n'implique nécessairement l'acceptation ou le rejet du modèle CANDIDE. Cette distinction est importante, étant donné qu'il pourrait très bien se pré-

senter des cas où les participants à la conférence économique nationale tomberaient d'accord sur une série d'objectifs déterminés d'après les indicateurs de performance tout en exprimant des réserves sur certaines caractéristiques du modèle CANDIDE, ou, bien entendu, vice-versa. Ce sera évidemment la série d'objectifs qui suscitera le plus d'intérêt et qui constituera le point central de la conférence, et non pas l'instrument prévisionnel.

Advenant que la conférence nationale soit patronnée par le Conseil, nous ne pensons pas qu'il conviendrait d'exiger des participants un engagement concret consécutif à la conférence. Le rôle initial de celle-ci devrait donc consister surtout à défricher le terrain. Elle devrait s'efforcer de déterminer s'il est possible d'obtenir un consensus sur certaines questions: premièrement, les éléments permettant de définir les indicateurs de performance de façon continue; deuxièmement, la série spécifique d'indicateurs que proposerait le Conseil pour la période, disons, de 1974 à 1976, troisièmement, les implications sectorielles de cette gamme d'indicateurs et, finalement, l'évaluation de la performance et des perspectives de l'économie par rapport aux objectifs de performance.

A quand la conférence?

A quelles fins ces propositions serviraient-elles? En premier lieu, je crois qu'elles constitueraient un vé-

hicule utile pour l'harmonisation des projections à plus long terme des secteurs public et privé en matière de production, d'investissements, d'échanges commerciaux ainsi que de dépenses et de recettes publiques. Elles seraient d'une aide précieuse aux personnes chargées de prendre les décisions à long terme. A l'heure actuelle, il n'existe aucun mécanisme de ce genre et il est par conséquent possible pour les entreprises commerciales, les organismes publics, les gouvernements et même pour les divers ministères d'un même gouvernement, de formuler des hypothèses différentes sur l'évolution à long terme. Deuxièmement, l'adoption des objectifs de performance pourrait conduire à une meilleure coordination entre les gouvernements quant aux politiques à moyen terme en matière de fiscalité et de dépenses, dans un cadre tenant explicitement compte de l'évolution extérieure prévue et des objectifs de stabilisation à plus long terme. Troisièmement, un ensemble d'objectifs de performance ayant reçu une sanction générale fournirait un cadre de référence utile aux décisions relatives aux politiques à moyen terme. Quatrièmement, l'acceptation générale de ce cadre constituerait peut-être un moyen acceptable d'harmoniser les objectifs nationaux que l'on voudrait réaliser dans des domaines comme le chômage et la stabilité des prix et des coûts. De façon générale, l'établissement d'objectifs

intérimaires aurait des effets utiles sur le plan de l'information et pourrait théoriquement apporter une contribution valable à la conciliation des intérêts des divers groupes sociaux.

A l'heure actuelle, sur les 15 indicateurs de performance que nous avons proposés pour la période de 1973 à 1975, 13 sont exprimés en taux annuels moyens de variation (en pourcentage) plutôt qu'en dollars. La raison de ce choix tient en partie au fait que les nouvelles révisions des comptes nationaux auraient rendu ces chiffres immédiatement périmés alors que, dans une large mesure, les taux de variation dans la plupart des variables demeureront inchangés. A toutes fins utiles, il est possible que dans l'avenir, l'établissement d'une grille de valeurs absolues pour chacun des indicateurs se révélera préférable. Il restera évidemment à juger si, compte tenu des conditions économiques, des tendances et des politiques de l'heure, l'économie est susceptible de réaliser les objectifs de performance et d'atteindre les cibles établies pour les années suivantes, ou si les politiques nouvelles ou modifiées s'imposent. Nous nous attendons à ce que des questions de ce genre, ainsi que l'expansion éventuelle du cadre d'indicateurs, soient examinées et réglées au cours des discussions qui s'engageront lors des conférences économiques annuelles.

**Détruire
le système
ACTUEL?**

**C'EST
À
Y PENSER!**

Ce volume est la contribution du patronat du Québec à la prise de conscience collective qui se lève présentement dans notre province. Il est bon que les idées s'expriment et que les citoyens puissent entendre divers sons de cloche pour éviter la monotonie... qui pourrait se traduire par l'effritement de la démocratie.

Il ne s'agit pas d'un pamphlet ou d'une critique des documents syndicaux. C'est un apport positif du patronat qui démontre que notre mode de vie, au Québec, est des plus enviables, même s'il y existe des lacunes que les employeurs sont parmi les premiers d'ailleurs à vouloir corriger. Est-il nécessaire, pour corriger les inconvénients du régime, de "casser le régime"? Ce volume apporte une réponse à cette question.

Veuillez m'expédier.....volume(s) intitulé(s):
Détruire le système actuel? C'est à y penser!
à \$1.50 par volume — P.S.L. (C.O.D.) \$0.50

Nom.....

Adresse.....

Ville.....

Prov.....

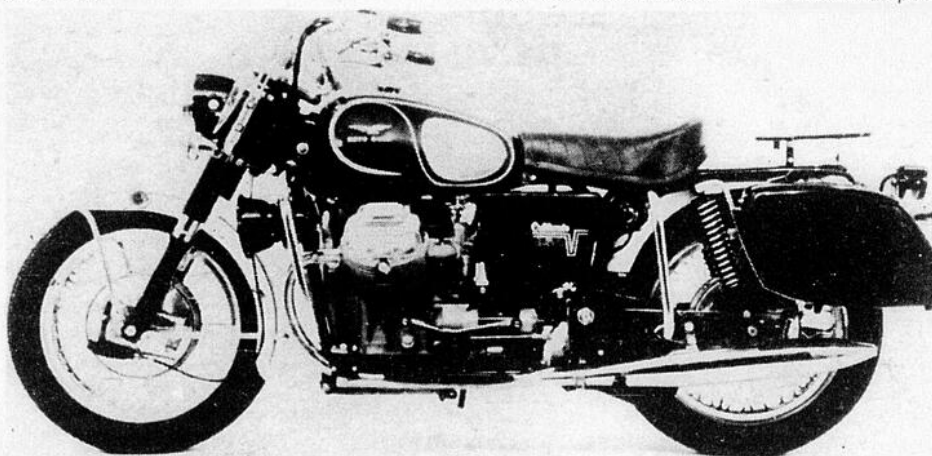
Paiement inclus \$..... Expédiez P.S.L. (C.O.D.) \$.....
expédiez chèque ou mandat poste à: Publications Les Affaires Inc.
635 est, boul. Henri-Bourassa, Montréal 357, Qué.

CYCLES ET MOTOCYCLES ITALIENS



Piaggio "Ciao"

L'industrie italienne des cycles et motocycles, qui jouit d'une longue tradition, est actuellement le fait de 360 entreprises, (généralement de petite et moyenne dimension, membres pour la plupart de l'organisation de commerce spécialisée A.N.C.M.A.) qui disposent d'une main-d'œuvre évaluée à 35.000 personnes.



Guzzi "California" 850 cc. modèle pour la police.

En 1971, la production n'a cessé de progresser, pour atteindre finalement un volume dont la valeur en dollar s'élève à 345 millions; ce qui représente une amélioration indiscutable par rapport à 1970 (310 millions de dollars). La production de bicyclettes, en 1971,

fut de l'ordre de 1.700.000 unités (contre 1.400.000 en 70). Celle de cyclomoteurs et de motocyclettes a atteint, au cours de la même année, 810.000 unités contre 779.220 unités l'année précédente, soit une augmentation substantielle. Les chiffres relatifs aux exportations de 1971 sont les suivants: 527.069 bicyclettes; 210.250 cyclomoteurs; 108.836 motocyclettes et motos à trois roues. A cela il convient d'ajouter 28.177 tonnes de pièces de rechange, d'accessoires et d'articles divers pour toutes les catégories de motos.

Voici, par catégorie, le montant en valeur des exportations de cycles et motocycles pour l'année 1971:

motocycles jusqu'à 50 cm3	753 millions de lire
motocycles (type scooter) de plus de 50 cm3	8 millions de lire
motocycles de plus de 50 cm3	80 millions de lire
bicyclettes	306 millions de lire
pour un total de	1147 millions de lire

Si l'on considère que la valeur globale des exportations s'est élevée à 113.3 millions de dollars en 1971, on constate que presque un tiers de la production italienne s'est vendue à l'étranger, ce qui confirme une tendance qui se dessine depuis les années 60, et dont le point culminant fut atteint en 1966.

La tendance générale et les contraintes de l'industrie italienne des cycles et motocycles dépendent étroitement des variations de la demande extérieure. Il convient de noter que, à l'heure actuelle, cette tendance est plutôt favorable. En 1969 et en 1970, les conséquences possibles du processus de libéralisation des échanges au sein de la Communauté Economique Européenne ainsi que l'agressivité des concurrents de l'Europe de l'Est ont pu causer quelques inquiétudes.

Cependant deux événements ont contribué dans une certaine mesure à éliminer les craintes, les incertitudes de cette industrie spéci-

doute, cette augmentation de la demande intérieure et extérieure est due, dans une certaine mesure bien sûr, aux difficultés accrues rencontrées par les usagers de l'automobile dans la circulation urbaine, ainsi qu'aux effets négatifs secondaires.

En d'autres termes, ce retour à une utilisation généralisée du "deux roues", moyen de transport condamné il y a quelques années au déclin, concrétise une réaction face aux graves inconvénients du trafic urbain et suburbain, dus au nombre excessif de voitures en circulation.

Une preuve indirecte de ce phénomène est fournie par le fait que le boom du cycle et du motocycle s'est vérifié tout d'abord aux Etats-Unis, un pays où la vente des voitures a atteint le point de saturation et où les effets négatifs qu'on a mentionnés, sont plus évidents qu'ailleurs.

Ce retour à un moyen de transport plus traditionnel peut aussi être expliqué par les autres avantages qu'il présente, à savoir: la possibilité de se déplacer aisément d'une place à l'autre, le stationnement qui ne pose pas de problèmes et, dans le cas des bicyclettes, une reprise tout à fait positive de l'activité musculaire accompagnée de la sensation de bien-



L'Italie sera représentée officiellement au Canadian National Sportsmen's Show au Coliseum du Parc d'Exposition à Toronto, du 16 au 25 mars 1972.

Pour de plus amples détails, l'on peut communiquer avec le délégué Commercial d'Italie à 100 University Ave, Toronto, Ont.



Les prévisions pour l'industrie italienne des cycles et motocycles, actuellement engagée à résoudre les problèmes de réduction des coûts de fabrication et d'efficacité des réseaux de distribution, sont assez optimistes, malgré la force de la concurrence japonaise



Rizzato "Atala" pliable.

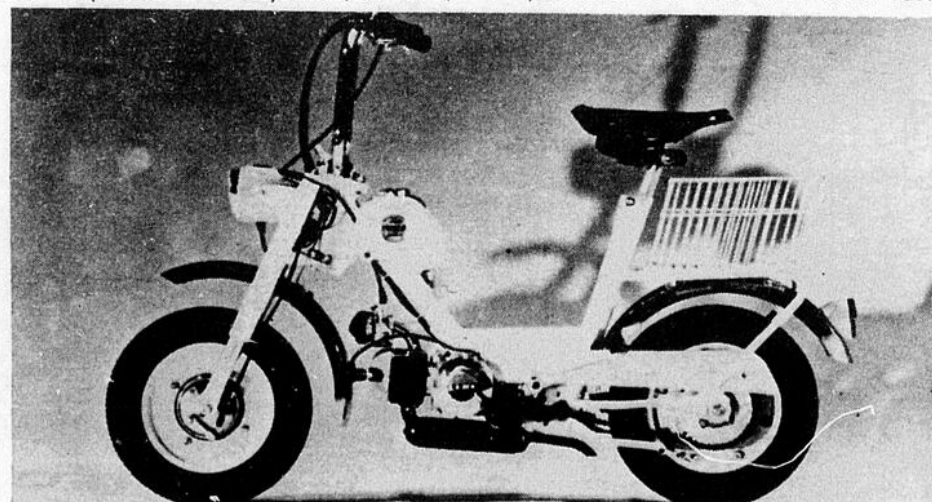
être qu'elle procure au système circulatorio.

Cette progression de la demande aux Etats-Unis se manifeste également dans de nombreux autres pays étrangers, et l'Italie commence à en ressentir les effets positifs, les différentes entreprises produisant des véhicules hautement appréciés à l'extérieur, tant pour leur qualité que pour leurs caractéristiques techniques.

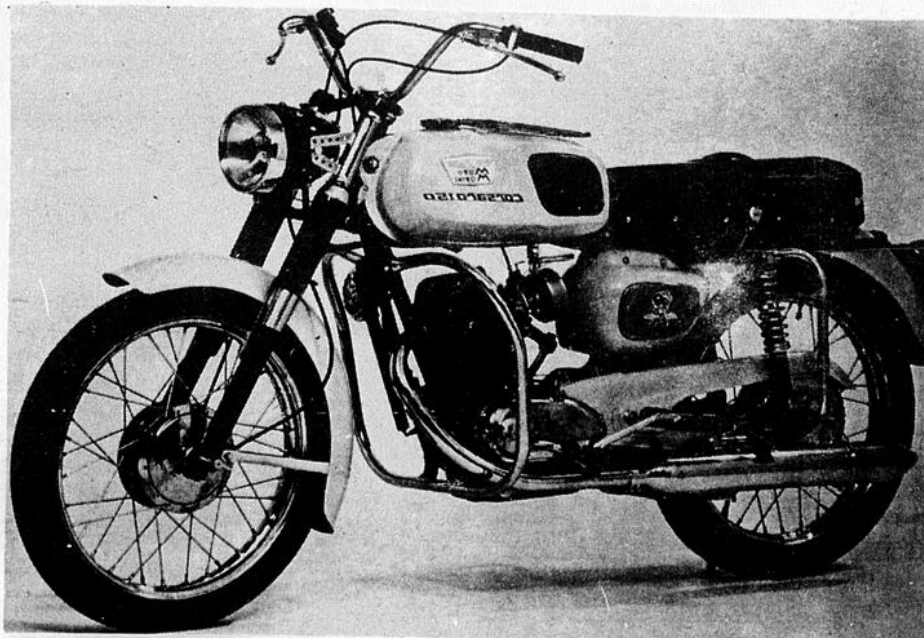
sur le marché américain et dans d'autres pays.

Toutes demandes d'information peuvent être adressées au bureau du Délégué Commercial d'Italie situé à Place Victoria, Suite 4527.

Ce bureau est à la disposition des hommes d'affaires pour tous renseignements sur les exportations italiennes.



Benelli "Motorella" 49 cc. ZT



Moto Morini "Corsaro" 150 cc.

Une semaine à la Bourse

La Bourse aujourd'hui

par Nestor.

Pour ma première chronique de l'année, j'aimerais tout d'abord remercier tous mes fidèles lecteurs et tout particulièrement tous ceux qui m'ont écrit pour me faire part de leurs commentaires. Votre ami Nestor vous promet que, cette année, il fera tout son possible pour répondre à vos questions de la façon la plus pertinente possible.

Après ce bref commentaire, j'aimerais à tous vous souhaiter mes meilleurs vœux de prospérité et de bonheur pour l'année nouvelle qui s'annonce pour nous, les investisseurs, intéressante et certainement fructueuse. Pour continuer dans ce sens, je me suis promis de vous faire un cadeau de fin d'année, ces étreintes un peu spéciales seront le fruit des recherches entreprises par votre ami Nestor afin de découvrir quels seront les trois valeurs vedettes en 1973. J'ai donc choisi avec beaucoup de soin trois situations très particulières qui, je l'espère, nous permettra de bien commencer l'année.

Voilà donc le résultat de ces recherches. La première valeur que je vous recommande pour l'an prochain, c'est la Banque Mercantile. Aux environs de 23 1/2, c'est peut-être la valeur qui offre presque à coup sûr les meilleures chances d'accroissement pour 1973. Les bénéfices de Mercantile se sont accrus de 23.8% au cours du dernier trimestre pour un gain net par action de \$0.91. On se souviendra que Mercantile a mis ses actions sur le marché à \$15, à la fin de l'année 1971. En 1972, le haut et le bas a été de \$30 et de \$18 1/2. Il faut compter aussi que Mercantile a distribué un droit de souscription qui s'est négocié aux alentours de \$6 au cours du mois de novembre dernier. Selon les plans arrêtés par la Banque pour permettre à des résidents canadiens de détenir 75% des actions de Mercantile, il est prévu qu'une nouvelle émission ait lieu soit au cours du printemps ou soit à l'automne prochain selon l'évolution du marché. Donc Nestor prévoit que Mercantile atteindra certainement un niveau de \$35 ou de \$40 d'ici l'été prochain.

Mon deuxième cadeau, c'est Dominion Glass. Cette valeur qui se transige à Montréal aux environs de \$13 offre certainement un bon potentiel d'accroissement. Après avoir enregistré un déficit de \$0.68 par action en 1971, les neuf premiers mois de 1972 montrent un profit de \$0.69 par action. Avec un haut de 17 5/8 et un bas de 10 5/8, le prix actuel semble des plus attrayant. J'ai choisi Dom. Glass pour une raison fondamentale. La lutte anti-pollution va forcer à brève échéance les utilisateurs de contenants en plastique d'abandonner ces derniers pour revenir à la bonne bouteille de verre consignée. L'ère des contenants à jeter touche à sa fin. On peut donc prévoir que Dominion Glass profitera du retour à un matériel plus conventionnel et surtout plus payant. Je prévois que Dom. Glass peut atteindre facilement les \$20 si le marché évolue normalement.

Ma dernière trouvaille est typiquement Nestorienne. Je peux vous assurer que beaucoup d'analystes financiers ne seront pas d'accord avec mon dernier choix. Il s'agit de White Pass & Yukon Railway. Pour les gens qui n'ont jamais entendu parler de cette valeur qui fut long-

temps un véritable fantôme boursier, disons qu'il s'agit d'un chemin de fer qui relie Skagway en Alaska à Whitehorse au Yukon, ceci à travers les montagnes rocheuses. Ce fut longtemps le pire éléphant blanc jamais vu à l'Ouest de Toronto. C'est désormais une affaire éminemment rentable et ceci pour deux raisons, la découverte d'une importante mine d'amiante, Cassias Asbestos et la découverte du pétrole dans le delta du Mackenzie. Les activités du Chemin de fer laissent prévoir un bénéfice de plus de \$1.00 par action pour 1972. White Pass & Yukon se transige aux alentours de 11 1/2, un prix qui n'est pas ajusté à la réalité. Le haut et le bas sur ce titre est de 14 1/2 et 9 3/4. Aux environs de \$11 White Pass pourrait vous offrir une chance de faire rebondir quelques beaux dollars dans vos goussets.

Voilà, il ne me reste plus qu'à vous souhaiter encore une fois une bonne et heureuse année.

Avis boursiers

Avis de transactions au comptant et retrait du marché

Lytton Minerals Limited: Les droits de souscription de la Compagnie se négocieront au comptant à la Bourse Canadienne les 19, 20 et 21 décembre 1972 puis seront retirés du marché le 21 décembre 1972 à la clôture.

Les souscriptions en vertu de l'offre de droit doivent être déposées le 27 décembre 1972 à 16 heures au plus tard, au "Guaranty Trust Company of Canada" à Vancouver, à Toronto et à Montréal.



A. G. Jameson



G. G. Murray



J. L. Yellowlees

NOMINATIONS CHEZ IBM CANADA LTÉE

Dans le cadre de sa récente réorganisation, IBM Canada Ltée vient d'annoncer la nomination de trois vice-présidents au sein de l'état-major de la corporation.

M. A. G. Jameson, a été nommé vice-président et trésorier. M. Jameson, entré chez IBM en 1953 a acquis, en occupant différents postes supérieurs, une vaste expérience de l'ensemble des opérations financières de la compagnie. Il est membre de l'Association des comptables généraux certifiés de l'Ontario.

M. G. G. Murray, anciennement secrétaire et conseiller général, a été nommé vice-président, secrétaire et conseiller général.

M. Murray est entré au service d'IBM en 1963 et a occupé un certain nombre de postes supérieurs dans les services juridiques de la compagnie. Diplômé de l'Université de Toronto, il a aussi suivi des cours à Osgoode Hall. Il fut appelé à la barre en juin 1954.

M. J. L. Yellowlees, ex-directeur du personnel, a été nommé vice-président, personnel d'encadrement. M. Yellowlees, entré au service d'IBM en 1949 a assumé des fonctions de responsable dans le domaine des ventes et de la gestion à Vancouver, Calgary et Toronto. Il est diplômé de l'Université du Manitoba.

Modification dans l'inscription

Invictus Oils and Minerals Ltd: En vertu de lettres patentes datées du 15 août 1972, le capital autorisé de la Compagnie a été porté de 3,000,000 à 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair par la création de 2,000,000 d'actions ordinaires nouvelles sans valeur au pair, par conséquent, 2,000,000 de nouvelles actions ordinaires ont été inscrites à la cote de la Bourse Canadienne.

Négociation normale

Foodex systems Limited: A compter du 18 décembre 1972 à l'ouverture, les actions de la Compagnie se négocieront normalement à la Bourse Canadienne.

Radiation de la cote

Ranger Oil (Canada) Limited: A la demande de la Compagnie, les actions de Ranger Oil (Canada) Limited ont été radiées de la cote le 14 décembre 1972 à la clôture.

QUELLE QUE SOIT L'ENVERGURE DE VOTRE PROJET.

Aménagement, rénovation, décoration.

Boutiques, hôtels, restaurants, bureaux d'affaires, discothèques, ou résidences.

Les spécialistes de I.A. Design, architectes-décorateurs, ensembleurs, designers, vous aideront à choisir la solution qui tiendra compte de vos besoins, de votre budget, et aussi de votre personnalité.

I.A. DESIGN
1396 ouest, rue Ste-Catherine,
871-9351.

CARTES D'AFFAIRES

**SAMSON
BELAIR
RIDDELL
STEAD**

conseillers en administration

QUEBEC • MONTRÉAL • OTTAWA • TORONTO • VANCOUVER

membre Association Canadienne des Conseillers en Administration
membre MTM Association

COUP D'OEIL A LA BOURSE

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
MONTRÉAL					
SERV. PUB.			→	↗	↗
BANQUES	Fermée	Fermée	158.59 - 0.39	158.74 + 0.15	160.11 + 1.37
PAPIERS			279.48 + .41	279.38 - .10	280.44 + 1.06
INDUSTRIELLES			99.43 + 0.23	100.24 + 0.81	101.22 + 0.98
			745.68 + .10	246.40 + .72	247.92 + 1.52
TORONTO					
AURIFERES			→	↗	↗
MÉTAUX	Fermée	Fermée	187.16 - 0.17	187.27 + .11	184.89 - 2.38
INDUSTRIELLES			219.36 + 0.66	220.27 + 0.91	221.57 + 1.30
PÉTROLE			82.50 + 0.18	83.38 + 0.88	84.89 + 1.51
			271.21 - 1.07	272.38 + 1.17	273.54 + 1.16
NEW YORK					
DOW JONES	Fermée	Fermée	→	Fermée	↗
			1007.68 + .98		1020.02 + 12.34

Résultats financiers

Résultats des sociétés

- ventes ou revenus -		71		70	
nom de la compagnie	exercice	\$,000	\$,000	revenu net \$,000	par action
Argus Corp.	Yr Nov 30	5,900.0	6,500.0	5,000.0	.42
Becker Milk	6m Oct. 31	38,700.0	34,400.0	676.4	.38
Calvert-Dale Estates	13w Sept. 30	1,500.0	1,400.0	55.6(1)	...
District Trust	Yr Oct. 31	2,600.0	1,800.0	151.3	.94
Hamilton Group	6m Oct. 31	13,126.1	10,698.7	867.4	.37
Industrial Adhesives	Yr Oct. 31	3,700.0	3,400.0	425.7	1.06
Koffler Stores	9m Oct. 31	93,700.0	75,200.0	1,958.8*	.47
Pacific International Equities	Yr Aug. 31	9,200.0	4,200.0	559.2	.11
Scintrex	9m Oct. 31	2,700.0	3,800.0	170.5(1)	...
Shully's Industries	9m Oct. 31	12,000.0	10,800.0	612.7(1)	...
Woodward Stores	9m Oct. 31	259,600.0	227,800.0	4,900.0*	.76

Banque de Commerce Canadienne Impériale

L'actif de la Banque de Commerce Canadienne Impériale a augmenté de 17%, et il a, pour la première fois dans l'histoire de la Banque, dépassé les \$13 milliards au cours de l'exercice financier terminé le 31 octobre 1972, a annoncé M. Russell E. Harrison, vice-président exécutif et directeur général principal, à l'assemblée générale annuelle de la Banque.

De l'accroissement de \$1,900 millions de dollars à l'actif, une proportion très considérable s'est concentrée dans le poste "Autres prêts, y compris les hypothèques", qui a augmenté d'environ \$1,500 millions pour se chiffrer, en fin d'exercice, à \$7,200 millions.

"Nous croyons avoir largement contribué à combler les besoins financiers d'un grand nombre de particuliers qui avaient besoin d'un prêt pour l'achat d'une maison, et nous sommes particulièrement heureux de constater que le total de nos placements en hypothèques avait, en fin d'exercice, doublé par rapport à l'an dernier", révèle M. Harrison. La Banque a consenti, durant l'exercice, des "prêts bancaires" à un grand nombre de ses clients pour leur permettre d'acheter une automobile et d'autres produits de consommation, ou d'apporter des améliorations à leur maison, et elle a continué d'accroître sa part du marché des prêts à la consommation.

La Banque a, pour la première fois de son histoire, contracté un emprunt sous forme d'une émission de \$50 millions de débentures subordonnées. Cet emprunt, signale M. Harrison, a été entièrement souscrit.

La Banque a ouvert, durant l'exercice, 34 nouvelles succursales, portant ainsi à 1,529 le total de ses succursales au Canada et, souligne M. Harrison, elle poursuivra énergiquement, au cours du présent exercice, son effort dans ce sens. Elle possède actuellement, aux États-Unis, deux agences et 24 succursales ou bureaux, y compris ceux de la California Canadian Bank, filiale en propriété exclusive. Elle possède, en outre, deux succursales au Royaume-Uni et 47 aux Antilles.

La Banque de Commerce continue d'étendre son activité à des zones dynamiques des marchés internationaux. M. Harrison annonce que, au début de 1973, la Banque inaugurerait une succursale à Paris et que le bureau de Francfort s'agrandira pour devenir une succursale. La Banque possède aussi d'autres bureaux de représentation, dont ceux de Hong Kong, Tokyo, Bruxelles, Milan et Zurich.

Au cours de l'exercice écoulé, déclare M. Harrison, nous nous sommes particulièrement efforcés d'offrir à notre clientèle une grande variété de service financiers, en re-

courant à l'électronique et à d'autres techniques très avancées pour en assurer l'accès, la commodité et l'efficacité. Il cite, à titre d'exemple, les services bancaires de 24 heures, tels que les services de dépôt de nuit et les distributeurs automatiques d'argent, qui sont présentés dans un nombre croissant de localités. En outre, des centres informatiques sont maintenant installés dans plusieurs grandes villes du Canada, et la Banque projette d'en mettre d'autres en service. La Banque a lancé, à l'intention des grands marchés agricoles où elle s'est révélée chef de file, un ensemble de services comprenant l'information, l'aide de base à l'entreprise, ainsi que les services connexes se rapportant à l'exploitation agricole, signale M. Harrison.

Au cours de l'année 1972, environ 900 membres de notre personnel des cadres ont assisté à une grande variété de cours et de séminaires au Staff College de Toronto, notre école de formation à l'échelle nationale. La Banque a l'intention d'en inciter un plus grand nombre à le faire en 1973. Quant aux cours de base, ils sont dispensés par les Centres de formation à la carrière bancaire, que la Banque a institués par tout le Canada.

M. Harrison souligne que les programmes d'instruction et de formation établis par la Banque s'adressent à tout le personnel, masculin et féminin, et que plus de 300 employés suivent actuellement le cours de l'Institut des banquiers canadiens.

Coorsh vendue à Robin Hood

Tel qu'annoncé antérieurement, Robin Hood Multifood Ltd. vient de signer l'acte d'achat de la compagnie S. Coorsh & Sons Ltd., fabricants de viandes traitées et de spécialités alimentaires, dont le siège social est situé à Montréal. Le prix d'achat de l'entreprise familiale n'a pas été dévoilé.

L'an dernier, les ventes de Coorsh se sont chiffrées à \$13 millions.

M. David C. Tompkins, vice-président et directeur général de la division des produits de consommation de Robin Hood Multifood à Montréal, a dit que M. Daniel Coorsh conserverait la présidence de S. Coorsh & Sons Ltd. qui fait maintenant partie du commerce florissant des produits de consommation de Robin Hood.

La compagnie de spécialités alimentaires emploie au-delà de 300 personnes à ses trois usines de la région de Montréal ainsi qu'à son usine de Calgary.

Les produits Coorsh comprennent du boeuf salé, de la viande fumée, des saucisses fumées, du salami et autres viandes traitées, des salades, pizzas préparées, ainsi que des desserts à la gelée qui sont vendus aux consommateurs et aux institutions.

NOMINATION À LA BANQUE DE MONTRÉAL



J.R. Crysdale

Le vice-président exécutif, Prêts et Investissements, de la Banque de Montréal, M. George N. Scott, annonce la nomination de M. James R. Crysdale au poste de vice-président et directeur, Investissements.

M. Crysdale est à la Banque de Montréal depuis septembre 1971, à titre de directeur, Investissements, après un certain nombre d'années d'expérience dans le secteur des placements au Canada.

Dividendes déclarés

nom de la compagnie	montant payable	rappel du dividende précédent
Alliance Building 7% A pld (sa)	35 Dec. 31 Dec. 21	35
Banque Canadienne National	21 Feb. 1 Dec. 29	21
Belgium Standard 5% pld	25 Jan. 5 Dec. 27	25
Bell Canada \$3.34 B pld	83 Feb. 15 Jan. 15	84
Cdn. Foundation 6% pld	30 Jan. 20 Dec. 29	30
Craigmont Mines	15 Jan. 26 Jan. 12	15
Crown Cork & Seal	75 Feb. 15 Jan. 15	75
DRG Ltd A	08 Feb. 1 Jan. 22	08
Dominion Equity (sa)	09 Dec. 29 Dec. 19	09
Dominion Textiles 7% pld	175 Jan. 15 Dec. 29	175
Eastern Bakers 4% pld	100 Jan. 15 Dec. 31	100
General Products A & B	1000 Jan. 19 Jan. 5	7500
Gerrit Ltd 7% pld	17 Jan. 15 Jan. 3	17 1/2
Granby Mining (U.S.)	15 Mar. 16 Feb. 9	15
Granite Copper (U.S.)	08 Mar. 16 Feb. 9	08
Koffler Stores A pld	17 Mar. 15 Feb. 28	17 1/2
Livingston Industries	06 Jan. 31 Jan. 15	06
Livingston Industries 6% pld	75 Jan. 15 Dec. 29	75
Mount Royal Rice Mills 5.80% pld	36 Feb. 1 Jan. 15	36 1/4
Putnam Income Fund Inc. (U.S.)	11 Jan. 15 Dec. 29	11
Reynolds Alum. Co. of Cda 4 1/4% pld	119 Feb. 1 Jan. 1	118
Toronto Star B	11 Jan. 13 Dec. 29	11 1/4
United Canadian Shares	11 Feb. 1 Jan. 15	10

Marchés commerciaux

Vendredi, le 29 décembre 1972

Métaux:	Sem. cour.	Sem. préc.	Chicago:	Sem. cour.	Sem. préc.
cuivre (lb.)	39 1/2	39 1/2	le blé à terme		
cuivre (NY) (lb.)	50 1/2-1/4	50 1/2-1/4	Mar. '73	1.55-1.54 1/4	1.53 1/4-1.54
plomb (NY) (lb.)	14 1/2-1/4	14 1/2-1/4	May	1.52 1/2-1/2	1.51-1.51 1/4
zinc (NY) (lb.)	18	18	July	1.52-1.51 1/4	1.49-1.49 1/4
étain (NY) (lb.)	177 1/2	176 1/2	Sept.	1.48	1.46 1/2
or (NY) (oz)	65.30	64.50	Dec.	1.44 1/4-1/4	1.42 1/4
argent (NY) (oz)	2.039	2.028			
Winnipeg; grains			Chicago		
lin à terme			soja à terme		
Dec.	3.89 1/2b	3.76 1/2b	Jan. '73	4.26 1/2b	4.17 1/2a
May '73	3.90	3.83b	Mar.	4.26 1/2b	4.16a
July	3.84b	3.76b	May	4.22 1/2b	4.08 1/2-4.09
Oct.	3.84b	3.62 1/2a	July	4.16-4.15	4.03-4.03 1/2
Winnipeg			Aug.	4.09 1/2-4.09	3.97%
colza à terme			Sept.	3.75-3.75 1/4	3.61 1/4-3.62
Jan. '73	3.20 1/2b	3.14b	Nov.	3.54 1/2-3.55	3.40-3.40 1/2
Mar.	3.24 1/4	3.18 1/2b			
June	3.21 1/4-3.22	3.15 1/2b	Chicago;		
Nov.	3.18		boeuf à terme		
Chicago			Feb. '73	40.50-47	40.70-75
Blé à terme			April	40.75-80	40.87-92
Mar. '73	2.64-2.64 1/4	2.61-2.61 1/4	June	40.72-80	40.85-82
May	2.58 1/2-1/4	2.53 1/4-2.54 1/4	Aug.	39.00-77	39.40
July	2.42 1/4	2.39 1/2	Oct.	38.75	38.70
Sept.	2.42-2.42 1/2	2.39 1/2-2.40	Dec.	39.00	38.25

COURS DES CHANGES

Service de la BCN

Cable	Monnaie	Mtl	Cable	Monnaie	Mtl
AFRIQUE DU SUD	Rand	1.2811	HOLLANDE	Florin	.3080
ALLEMAGNE	Deutsche Mark	.3110	ITALIE	Lire	.001711
ANGLETERRE	Livre	2.3414	JAPON	Yen	.003302
ARGENTINE	Peso	.1011	MEXIQUE	Peso	.0795
AUSTRALIE	Dollar	1.1891	ETATS-UNIS	Dollar	.99 19/32
AUTRICHE	Schilling	.0430	NORVEGE	Couronne	.1505
BELGIQUE	Franc	.0225	NOUVELLE-ZELANDE	Dollar	1.1937
BRESIL	Cruzeiro Novo	.1688			
DANEMARK	Couronne	.1452			
ESPAGNE	Peseta	.0159			
FRANCE	Franc	.1947	SUEDE	Couronne	.2095
	Financier	.1945	SUISSE	Franc	.2652

Trust Royal

Le Trust Royal annonce une réduction du taux d'intérêt des prêts hypothécaires consentis sur les maisons et duplexes. Le nouveau taux de 9 p. cent représente une baisse par rapport à 9 1/4 p. cent. Le taux d'intérêt des prêts hypothécaires consentis sur les établissements commerciaux, industriels et autres prêts similaires a été réduit dernièrement de 9 1/2 p. cent à 9 1/4 p. cent.

Avis boursiers

Avenant au dossier d'inscription

Manix Mines Limited: La Compagnie a déposé un avenant au dossier d'inscription afin de faire connaître les faits suivants:

1- Changement dans le contrôle effectif de la Compagnie, réalisé par le transfert de 556,004 actions en mains tierces de MM. Roland Monnier, Maurice Proteau, Mar-

cel Talbot et Jacques Monnier à M. André Lemay.

2- Changement dans la direction: nouveaux dirigeants et administrateurs: André Lemay, président et administrateur, Outremont, Québec; Pierre Lemay, vice-président et administrateur, Outremont, Québec; Thérèse Rossignol-Guèvremont, secrétaire-trésorier et administrateur, Boucherville, Québec; Roland Monnier, administrateur, Ste-Thérèse-en-Haut, Québec; Marcel Talbot, administrateur, Montréal, Québec.

Moyennes de la semaine

TORONTO						MONTRÉAL					
Ind.	Or	Mét.	Huiles	VOLUME		Ind.	Util.	Banque	Papier	Mixte	VOLUME
Stock Exchange Closed						Stock Exchange Closed					
Lundi	219.36	187.16	82.50	271.21	3,650,000	245.68	158.59	279.48	99.43	232.32	1,329,000
Mardi	220.27	187.27	83.38	272.38	1,950,000	246.40	158.74	279.38	100.24	232.85	911,600
Mercredi	221.57	184.89	84.89	273.54	2,709,000	247.92	160.11	280.44	101.22	234.30	1,281,300
Jeudi	221.57	184.89	84.89	273.54	2,709,000	247.92	160.11	280.44	101.22	234.30	1,281,300
Vendredi	221.57	184.89	84.89	273.54	2,709,000	247.92	160.11	280.44	101.22	234.30	1,281,300
Ch. de la sem.	+2.87	-2.44	+2.57	+1.26		+3.24	+1.13	+1.37	+2.02	+2.63	
1971-72 haut	221.57	229.26	98.68	277.45		247.92	167.87	293.03	102.01	234.30	
1971-72 bas	181.66	140.58	79.15	209.19		187.56	150.88	227.56	81.19	185.12	

NEW YORK						DOW JONES					
Com.	Ind.	Trans.	Util.	Fin.		Ind.	Ch. fer	Util.	Com.	N.Y. Volume	London F. Times
Stock Exchange Closed						Stock Exchange Closed					
Lundi	63.57	69.25	47.11	41.85	82.47	1,006.70	225.32	118.80	325.67	11,120,000	
Mardi	63.85	69.58	47.06	42.05	82.54	1,007.68	224.70	118.87	325.65	19,100,000	501.6
Mercredi	63.85	69.58	47.06	42.05	82.54	1,007.68	224.70	118.87	325.65	19,100,000	501.6
Jeudi	63.85	69.58	47.06	42.05	82.54	1,007.68	224.70	118.87	325.65	19,100,000	501.6
Vendredi	63.85	69.58	47.06	42.05	82.54	1,007.68	224.70	118.87	325.65	19,100,000	501.6
Ch. de la sem.	+1.09	+1.30	+0.71	+0.42	+0.93	+15.73	+2.36	+0.57	+4.09		-5.1
1971-72 haut	65.14	71.02	56.75	43.31	85.71	1,036.27	275.71	124.14	338.54		543.6
1971-72 bas	56.23	60.27	44.04	35.69	72.81	889.15	212.24	105.06	270.18		461.6

A black and white portrait of a middle-aged man with short, light-colored hair. He is wearing a dark suit jacket, a white shirt, and a dark tie. He has a serious expression and is looking slightly to the left of the camera. The background is dark and out of focus.

La Banque Royale du Canada annonce la nomination de M. Kelly H. Gibson, de Calgary, à son Conseil d'administration. M. Gibson est président du Conseil et chef de la direction de Pacific Petroleum Ltd.

Directeurs et administrateurs:
Hervé Baribeau, président du conseil d'administration, Lévis, Québec; Claude Pratte, c.r., vice-président du conseil d'administration, Québec, Québec; Jean Adé-
lard Pouliot, président-directeur général et administrateur, Québec, Québec; France Fortin, vice-président exécutif, Ste-Foy, Québec; Michel Baribeau, secrétaire-trésorier, Québec, Québec.

Dettes à long terme
compagnie-
prêts bancaire
effet à payer
C.H.R.C. Limitée-
effet à payer
Radio Laval Inc.-
Obligation de première hypothèque
série A
Obligation de première hypothèque
série B

Autorisé	En cours
	\$1,150,000.
	135,000.
	560,000.
350,000	180,000.
100,000	100,00.

Les administrateurs ont l'intention de déclarer des dividendes à un taux annuel de \$0.24 par action ordinaire classe "A", payables tous les trimestres, à condition que les bénéfices soient disponibles en espèces.

Rapport										Rapport									
Rendement-Prix										Rendement-Prix									
1972										1972									
%	taux	haut	bas	Titres	Dividendes payés ind. 1970-1971	6 mois ou dernières années	6 mois ou dernières années	SEMAINE EN COURS	terme-variantions	%	taux	haut	bas	Titres	Dividendes payés ind. 1970-1971	6 mois ou dernières années	6 mois ou dernières années	SEMAINE EN COURS	terme-variantions
5.1	12.5	32	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70	1.70	1.70
12.5	32	31	31	Conf. Can	1.60	1.60	Dec 2.51	Sep19m	2.13	30	31	31	31	4	1.70	1.65	1.70		

10

Classe "B"

00 actions	2,518,725 actions
00 actions	202,875 actions

1969

gina, Calgary et Vancouver.

Jean Vincent

Monsieur Cees Bruynes, président du conseil d'administration de **Philips Electronics Industries** annonce la nomination de monsieur JEAN VINCENT, de Montréal, au poste de vice-président de la compagnie. Monsieur Vincent est directeur général pour l'est du Canada depuis 1970. Il est aussi administrateur de la Compagnie de Transformateurs Philips Ltée.

7,500,000 actions ordinaires de \$1.00 nominal, sur lesquelles 3,495,783 sont émises et en circulation, et 650,000 réservées aux fins d'émission, seront admises à la cote de la Bourse Canadienne le 20 décembre 1972 à l'ouverture.

Symbole au téléscrip-teur: "CDK"
Classification: Mines
SIÈGE SOCIAL: Suite 703, 612
ouest, rue St-Jacques, Montréal,
Québec.

CONSTITUTION: La Compagnie a été légalement constituée en corporation en vertu de lettres patentes datées du 7 mai 1971, conformément à la Loi sur les compagnies minières.

ENTREPRISE ET CONCESSIONS: La Compagnie détient un groupe de concessions connu sous le nom de propriété de Tiblemont, située dans le centre-ouest du Québec. La partie nord de la propriété renferme des gisements d'or et de nickel. Depuis quelques temps des forages au diamant sont effectués et jusqu'ici la Compagnie a dépensé environ \$96.000. La Compagnie a un programme permanent comprenant deux phases au coût total estimé de \$369.000.

DIRECTEURS ET ADMINISTRATEURS: Dr. Mousseau Tremblay, président et administrateur, Ste Foy, Québec; Dr. George H. Boyd, jr., vice-président et administrateur, Venice, Floride, E.-U.; Me Michel Cogger, secrétaire et administrateur, Montréal, Québec; M. James M. Halliday, trésorier et administrateur, Winnipeg, Manitoba; M. André Gourd, administrateur, Laval-sur-le-lac, Ville de Laval, Québec; M. Pierre Desmarais, Sr., administrateur, Outremont, Québec; M. Ralph C.C. Henson, administrateur, Toronto, Ontario; Me Michel Blouin, secrétaire adjoint, Montréal Québec.

Capitalisation:	
Capital-actions	Autorisé
actions ordinaires	
de \$1.00 nominal	7,500,000

Émis et en circulation	A inscrire
3.495.783	7.500.000

RÉGISTRAIRE ET AGENT DE
TRANSFERT: Guaranty Trust
Company of Canada à Montréal.

1.7	16.6	15%	9%	Nabors Drill	.25	.25	72Apr	.89	July3m	19	14%	14%	14%	14%	3%	3	82	
1.4	8.9	11%	51%	Na-Churs	20	20	72Sept	.72			6%	6%	6%	6%	1%	4	3	
3.2	7.9	9%	6	Nat Drug	.60	.60	Dec	.79	Sept9m	61	6%	6%	6%	6%	1%	23	x	
6.5		10%	9	"pld	.60	.60	Dec	12.85			9%	9%	9%	9%			x	
6.2		25%	23	Nat Groc Pnt	1.50	1.50	72Mar	3.37			22%	22%	22%	22%			x	
		25%	40	NatronicsEnt	1.50	1.50	Dec	2.65	Sept19m	26	22%	22%	22%	22%			x	
		75	34								35	35	35	35			x	
4.3	9.0	10%	71%	Natl Sea A	.44	.44	72Oct	1.13			10%	10%	10%	10%	3%	7	x	
2.5	13.0	47%	31	Natl Trust	86	1.12	72Oct	3.47			10%	10%	10%	10%	3%	7	x	
1.1		38%	20	Nexx	.05	.05	Dec	.43	Sept17m	37	4.0	4.55	4.70	4.70	10	247	0	
1.1	9.1	2.90	1.80	NB CO	.05	.09	72May	22	Aug3m	09	2	2	2	2	05	10	0	
		40	40	" wts							35	14%	15%	15%	15%		x	
5.9	10.6	15%	13%	NBTeI	.81	.88	Dec	1.42	Sept19m	1.15	15%	15%	15%	15%	1%	1	x	
6.7		20%	19			1.37					20%	20%	20%	20%			x	
		64	25	New Provind			72June	.02d			30	26	26	26	1%	117	x	
20.0	11.2	14%	11%	Nfld Gas	.62	.70	Dec	1.25	Sept9m	1.09	14%	14%	14%	14%	1%	12	x	
5.0	19.2	20%	19	Nfld TelpId	41.45	45	Dec	8.37	June6m	4.79	19%	19%	19%	19%			x	
6.5		21%	12%	Niag Slt Pl	1.95	.98	Aug	1.88			12%	15	15	15			x	
5.0	13.4	22	12	NIAG WW	1.00	1.00	72Mar	1.49	Sept6m	1.04	18%	20	20	20			x	
5.8	11.5	18%	11	"B	1.00	1.00	72Mar	1.49	Sept19m	1.04	17%	17%	17%	17%	1%	39	x	
2.9	12	8%	14	Noranda Ind	.91	.91	June	1.11	June6m	1.11	9%	9%	9%	9%			x	
2.9	16.5	42	32%	Noranda	1.20	1.20	Dec	2.53	Sept19m	1.83	42	40%	41%	41%	3%	215	57	
1.8	12.0	7%	5%	Nordair	.10	.10	Dec	47	Sept19m	41	5%	5%	5%	5%			x	
	24.5	12	6%	Nowack			Sept	49	Mar6m	31	12%	12%	12%	12%	1%	12	x	
4.9	10.7			NARockwell	1.30	1.60	72Sept	3.04			31%	12%	12%	12%	1%	12	x	
5.0	12.1	15%	11%	N Cent Gas	1.60	.60	Dec	.99	Sept19m	53	12	11%	12	12	1%	462	1	
7.6		41	34	"2.60 Pld	2.60	2.60	Dec	6.03			34	34	34	34	2	1	x	
5.2	12	25	15%	"ApId	1.50	1.06	Dec	6.03			25%	24%	24%	24%	3%	23	x	
5.9		31%	24%	"BpId	2.60	2.60	Dec	6.03			25%	24%	24%	24%	3%	23	x	
5.9		26%	24%	"Jr pld	1.50	1.50	Dec	6.03			32	32	32	32	3%	206	x	
7.3		39	38	"2r pld	2.70	2.70	Dec	6.03			4.60	4.30	4.60	4.60	25	106	x	
		7%	43%	" wts							8	8	8	8			x	
				N Nat Gas	2.60	2.60	Dec	4.54	Sept19m	2.85							x	
				Nor Tar	1.70	1.70	Dec	.06	Sept19m	68	8	8	8	8			x	
7.1	133.3	8	3.30	Natl							21	21	24	24			x	
		19	16%	"pld							7	6%	6%	6%	1%	51	x	
	39.0	3.75	3.75	N S I Mkt	4.00	4.00	Dec	07	Sept19m	12	2.65	2.60	2.40	2.40	15	6	x	
	37.1	3.50	2.55	NWl Finan			Dec	07	Sept19m	12	6%	6%	6%	6%	1%	10	x	
	7.4	10.1	27%	51	NWSports	25	50	June	67	Mar9m	71	6%	6%	6%	6%	1%	2	x
		59%	53	N W Util Pl	4.00	4.00	Dec	10.63			55%	53%	53%	53%			x	
	3.9	17.0	20	15%	Nu-W	46	92	Dec	1.38	Sept19m	1.27	23%	23%	23%	23%	1%	69	x
	14.1	10%	8%	Nu-W Dev			Dec	10	Sept19m	77	10	9%	9%	9%	1%	10	x	

1.0		19%	10	Occident P	1.00	1.20	Dec	1.26d	Sept9m	.01	11%	10%	11%	11%	1%	103	3
6.7	14.3	3.30	20	Occident P	1.75	1.75	72Apr	14.61	June9m	43d	24%	1	26				x
	17.0	4.85	1.90	Oil Patch			72Sept	27			4.65	4.55	4.60	4.60	35	34	x
	10.8	13%	6%	Okanagan	15	20	72Jan	1.18	July6m	.63	12%	12%	12%	12%			x
	13.3	85	70	Oil Can Inv		.01n	72Mar	.06	Sept6m	.03	80	80	80	80			x
		40	30	" wts							1.50	1.50	1.50	1.50	4	06	7
8.0		1.55	1.50	"A pld	12	12	72Mar	2.33									x

Report

Rende-ment

Prix

Bénéf.

1972

10%

7

haut

bas

Titres

5

20.0

11

7

Ont Trust

18.3

11.4

4.80

Orangerof

2.7

12.1

14.10

10.5

Q.S.F. Ind

31.0

11.4

2.15

87

Oshawa

3.2

12.1

14.10

10.5

"wts

2.9

11.4

2.15

87

Overland

4.50

3

16 1/2

"2nd pfd

5.6

22.5

4.55

3.50

PACIN

20

20

Nov

16

Mayém

07

3.60

3.60

3.60

1.04

1.2

39.9

30.0%

Pac Pete

40

50

Dec

1.04

Septrm

84

12

11 1/4

11 1/4

+ 3/4

15

16.5

49 1/2

32 1/4

"pfdA

2.20

Dec

5.45

73

Septrm

92

12

11 1/2

11 1/2

+ 1/4

17

95.0

3.60

2.15

PanCan

4.7

5.9

2.50

2.50

Panhandle

1.80

1.35

Dec

03

Septrm

23

2.85

2.70

2.85

+ 10

36

11.4

29.0

14 1/4

Paulin H

15

Nov

54

Aug'm

12

2.75

3.20

x

29.0

29 1/4

14 1/4

Peel-Elder

21.2

15 1/2

11 1/2

PeemlessRug

16.7

8.7%

5 1/2

Phillips C

13.25

18.5

5 1/2

"B

26.6

24.2

21 1/4

"A pfd

1.80

Dec

10.23

26 1/4

x

4.8

15.8

27 1/2

20

Pem El

1.75

1.00b

Dec

1.33

21

21

21

+ 1/2

1

1.7

22.7

11.5

4.80

Pennington

15

15

Dec

4.1

Septrm

34

12

11 1/4

11 1/4

+ 1/4

13

1.0

20.7

27

27

Pennzoll

80

80

Dec

2.48

Septrm

1.36

25

27

27

x

1.1

27.2

27

11

PeoplesCJ

22

30

72Jan

1.01

Oct'9m

50

24

27 1/2

x

1.2

25.2

27

9 1/4

"pfd

22

30

72Jan

1.01

Oct'9m

50

26 1/2

25

26

x

4.68

22.7

3.65

Peoples St

05

10

72Jul3

 33 | Oct'3m | 13 | 22 | 22 1/2 | 22 1/4 | + 1/4 | 176 |

2.8

15.5

28 1/2

21 1/4

Petrofina

70

80

Dec

1.81

Septrm

1.38

28 1/2

28 1/4

28 1/4

x

4.1

12.3

12.3

7

Phillips C

40

40

Dec

1.06

Septrm

99

84 13 | 13 | + 3/4 | x |

4.4

10.7

27

18 1/2

Phonograv

97

112

Dec

2.35

Septrm

1.65

25 1/4

25 1/4

25 1/4

x

3 14.0 | 113 1/4 | 7 | PittsCA B | 13 | 03 | Dec | 75 | Septrm | 58 | 104 | 1.65 | 1.65 | 1.65 | | x |

1.5 14.2 | 15 | 16.5 | "pfd | 13 | 16 | Dec | 75 | Septrm | 58 | 2.05 | 1.90 | 2.05 | + 15 | 21 |

6.6 | 2.25 | 1.40 | Popular Ind | 05 | 20 | Oct | 10 | Apr'm | 06 | 1.65 | 1.65 | 1.65 | | x |

1.4 26.4 | 5.1% | 5.1% | Power Corp | 2.37 | 2.37 | Dec | 2.50 | Septrm | 1.02 | 32 1/2 | 33 1/4 | 33 1/4 | + 1/4 | 74 |

7.2 14.4 | 8 1/2 | 5 | "5 pfd | 30 | 30 | Dec | 2.50 | | | 14 | 14 1/2 | 14 1/2 | + 1/4 | 23 |

2.0 12 | 12 | 14.5 | "6 pfd | 30 | 30 | Dec | 5.3 | Septrm | 1.02 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | | x |

3.0 9.0 | 23 | 11 1/2 | Prefac | 06 | 06 | 72Aug50 | 50 | June'm | 12 | 18 | 18 | 18 | | x |

13.0 3.45 | 33 | | Prem Iron | | | | | | | | | | | |

1.8 17.0 | 46 | 33 | Prem Trust | 80 | 80 | Dec | 0.1 | Septrm | 01d | 1.1 | 1.1 | 1.1 | + 1 | 10 |

2.8 14.4 | 18.4 | 7 | Price Co | 20 | 15n | Dec | 2.59 | Septrm | 2.11 | 44 | 13 1/2 | 12 1/2 | + 3/4 | 80 |

55.5% | 49.5 | 18 | "pfd | 4.00 | 4.00 | Dec | 8.01 | Septrm | 45 | 53 1/2 | 53 1/2 | 53 1/2 | | x |

3.8 14.4 | 18 1/2 | 13 1/2 | Proflex | 16 | 24 | 72Jan | 0.02 | June'm | 02 | 2.85 | 2.50 | 2.85 | + 20 | 135 |

4.9 15.2 | 18 1/2 | 13 1/2 | Pro F Bank | 59 | 80 | 72Oct1 | 1.07 | Aug'28w | 42 | 1.6% | 1.6% | 1.6% | + 3/4 | 51 |

Q

0.7

9.6

9%

5

QBoardcast

15

20

72Aug

56

14.3

11.3%

9%

5

Quebecorinc

5.8

11.6

18

14

Q S P

13.15

13

11

QueTel

81

100

Dec

1.49

Septrm

1.39

17 1/4

17 1/4

17 1/4

+ 1/2

6

7.3

14

12

13

"55 pfd

0.00

100

Dec

4.82

June'm

5.52

12 1/4

13

13

x

17.12

13

11

"56 pfd

0.00

100

Dec

4.82

June'm

5.52

12 1/4

13

13

x

14

12

13

"4.75 pfd

95

95

Dec

4.82

June'm

5.52

13

13

13

x

17.12

13

11

"6.20 pfd

93

93

Dec

4.82

June'm

5.52

13

13

13

x

10.6

10

9

Quinte

4.00

3.20

1.30

"A

2.30

2.30

2.30

Radio Eng

23

31n Aug | 45 | Jan'm | 09d | 2.25 | 23 | 23 1/4 | 23 1/4 | + 3/4 | 146 |

35.8 30.0% | 31.4 | 21 1/4 | Rapid Data |

20

20

72Aug

05 May'28w |

05 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | | x |

327.5 30.0% | 4.20 | 7.3% | Readers D |

50

80

72June

1.66

 Septrm | 55 | 30 1/2 | 30 | 30 1/2 | + 1/2 | 5 |

2.6 8.3 | 32 1/2 | 7 1/4 | Really Cap |

20

20 Dec |

1.74 Septrm | 77 | 6 1/4 | 8 | 6 1/4 | | 15 |

3.3 8.3 | 32 1/2 | 7 1/4 | Really Cap |

20

20 Dec |

1.74 Septrm | 77 | 6 1/4 | 8 | 6 1/4 | | 15 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 | 72Aug | 38 | | | 12 | 11 1/2 | 12 | + 1/4 | 51 |

31.6 | 12 | 8 1/4 | ReedShawO |

08 16 |

Les Affaires, lundi 1er janvier 1973

Que nous...

(Suite de la page 1)

reuse, l'accroissement des stocks devrait suivre et se chiffrer à plus de \$1.5 milliard probablement en 1973, soit 3 à 4 fois plus qu'en 1972.

La forte croissance de la construction de logements, qui dure depuis deux ans, semble se stabiliser maintenant: 233.700 et environ 255.000 logements ont été mis en chantier en 1971 et 1972, ce qui constitue des records. Il est possible que

l'activité dans ce secteur ralentisse quelque peu l'an prochain, la construction non-résidentielle étant favorisée dans la nouvelle phase d'expansion des affaires. Les mises en chantier de logements pourraient avoisiner 245.000 unités en 1973, chiffre qui correspond à l'objectif du Conseil économique du Canada pour les prochaines années. En 1973, les dépenses relatives à la construction résidentielle devraient refléter, en plus des mises en chantier, l'achèvement du grand nombre de logements actuellement en construction.

Tout considéré, la production réelle pourrait augmenter de près de 6½% en 1973, soit d'un taux très supérieur au 5-5½% prévu pour cette année et légèrement au-dessus de l'objectif de 6% déterminé par le Conseil économique. Compte tenu d'une hausse des prix de 4 à 4½%, comparable à celle de cette année, le PNB devrait donc s'élever d'au moins 10½% l'année prochaine. La politique expansionniste visant à créer des emplois, le taux de chômage devrait baisser au-dessous de 6% à la mi-1973 et être proche de 5½% à la fin de l'année. Ceci im-

plice une croissance plus rapide de l'emploi et une augmentation relative constante de la main-d'œuvre.

Le Canadien...

(Suite de la page 3)

compagnies aériennes soient autorisées à offrir des vols notifiés sur les vols réguliers. Il ne fait aucun doute que ces développements auront des répercussions profondes sur l'économie du transport aérien 1973.

Il semble toutefois évident que

l'industrie aérienne entre dans l'ère du transport-groupe à prix modique et cette situation a été un important facteur dans la décision prise par CP Air de commander deux Boeing 747-200, à fuselage géant, qui doivent être livrés en novembre et décembre 1973.

CP Navigation

CP Navigation connaît présentement une période de consolidation de son trafic container et étudie toujours la possibilité d'une expansion future dans ce domaine. On a dû faire face à de sérieux problèmes dans l'exploitation des services container de l'Atlantique-nord en 1972. Des grèves dans les ports ont fortement ralenti, sinon arrêté, le trafic pendant plus de quatre mois, au cours de l'année.

Camionnage

Les trois services de camionnage du Canadien Pacifique — CP Express, CP Transport et Smith Transport — ont été restructurés sous la bannière d'une seule société de contrôle en 1972.

Cette réorganisation a fait réaliser à la compagnie, en 1972, des économies plus grandes que prévues et le revenu net du camionnage a été meilleur que les années précédentes. Le revenu des services routiers devrait encore s'améliorer en 1973 par suite d'une augmentation du volume engendrée par une activité industrielle accrue. Cependant, les hausses de frais d'exploitation et d'entretien dépasseront probablement les gains de la productivité au cours de l'année.

CP Télécommunications

Anticipant un accroissement soutenu du nombre des grands usagers commerciaux des services de télécommunications, CP Télécommunications continuera de diriger sa politique agressive de commercialisation vers ce marché. La compagnie continuera de concentrer ses efforts sur le développement d'installations et de services modernes à l'intention des maisons d'affaires.

Le service commercial du nouveau satellite canadien de communication, Anik I, devrait débuter en janvier 1973. Le Canadien Pacifique participe à ce nouveau mode de communication à titre d'utilisateur et d'actionnaire.

Une nouvelle compagnie, CanPac International Freight Services Limited, a été créée en 1972 pour consolider les intérêts de la compagnie dans les domaines du courtage douanier, des entrepôts de dédouanement et des agences maritimes. L'acquisition de l'agence douanière, Mendelssohn Bros. (Canada) Limited, à Montréal, constitue une réalisation importante de la compagnie. On est à l'étude d'autres sphères d'activité possibles.

Au cours de sa première année complète d'exploitation, CanPac Leasing Limited a réalisé un bon volume d'affaires. Le montant total des locations et engagements en suspens à la fin de 1972 sera de \$21 millions. Une hausse sensible est prévue pour 1973.

Canadian Pacific Investments

Les bénéfices de Canadian Pacific Investments ont augmenté virtuellement sur toute la ligne en 1972 et devraient se maintenir à la hausse en 1973. Les bénéfices de l'exploitation forestière, de l'immeuble, des hôtels, du pétrole et du gaz et de Cominco Ltée ont tous augmenté. La présente tendance à la hausse dans l'économie stimulera l'exploitation de Canadian Pacific Investments en 1973 et les immobilisations, excluant Cominco et Great Lakes Paper, se

Vancouver

Vendredi, le 29 décembre 1972

Ventes	100's	haut	bas	ferme-variation	1972	1971
100's	haut	bas	tur	ture	hauf	bas
Admibi	100	101	101	101	101	73
All Can	6625	210	190	200	+ 20	600
Alcan	2025	210	200	200	+ 10	550
Alcan	900	300	300	300	+ 15	375
Austin	2100	33	33	33	60	33
Banco	2000	111	101	101	- 1/4	131
Bank BC	490	121	211	211	271	21
B. Monfr	600	121	211	211	231	18
BK NS	1300	137	371	371	403	35
Brust p	50	137	371	371	391	32
Block	8650	310	300	300	+ 10	390
BC Pak B	50	32	32	32	36	19
BC Sugar	200	122	221	221	231	15
BCT 680	300	121	211	211	241	21
BC Tel L	400	121	211	211	251	21
BC Turf	100	405	405	405	500	400
Burr Mtg	250	295	295	295	425	200
C Allied	200	300	300	300	311	26
CK Com	200	300	300	300	311	26
C Brew	150	551	511	511	914	511
C P	1350	116	116	116	161	14
Centerra	1350	116	116	116	161	14
Cap Int	9700	300	280	290	- 5	750
Centura Ind	26000	64	58	60	Unch	70
Col Brew	100	335	335	335	365	300
Comco	9700	124	211	211	291	231
Computex C	1500	47	40	42	70	40
Cons Bear	820	375	365	375	+ 10	420
Cor Ind	1925	275	270	270	- 5	275
Crowd	1500	125	100	125	200	88
Dawson	2300	161	61	61	81	53
Delta Pref	310	320	300	320	330	295
Delta Hotel	1520	305	300	305	- 5	375
Dorman	900	114	114	114	Unch	91
Dunhill Dev	500	170	165	170	Unch	150
EDP Ind	12275	39	38	39	+ 1	95
F Trst	2000	310	310	310	190	190
G & L Ind	4200	90	90	90	125	82
G P Ind	2900	170	160	178	325	145
Gregory Ind	1400	150	150	150	300	150
Grouse	2000	120	120	120	185	185
Hbro Pr A	4100	100	100	100	160	25
Hys Cda	1550	445	445	445	475	280
Imp Marine	4200	32	25	32	+ 11	370
Int Gas	800	111	111	111	275	111
Wood	100	255	255	255	+ 5	425
Intrp	850	30	23	30	70	23
Int Visu	25000	45	40	40	Unch	370
Ionic	2900	225	210	225	+ 10	350
Kaiser	3400	230	180	230	+ 45	160
K Dyong	450	215	205	215	220	7
Key Ind	5700	42	33	33	75	23
Lancor	2800	125	125	125	280	85
Lride	100	112	112	112	141	101
Magdyn	1000	70	70	70	135	40
Massey	1500	118	118	118	191	121
Melton	300	100	100	100	111	111
Mercuria	8528	23	17	23	+ 3	125
Mhsk Pr	250	225	225	225	330	200
NW Spr	350	171	171	171	211	171
Pace	9500	62	60	62	- 2	130
P N Gas	400	235	235	235	405	225
PWA	1500	112	112	112	151	112
Portcom	5130	12	12	12	150	45
Potter	22	400	390	390	- 30	600
Proflex	1100	270	260	270	280	200
Radiation	1350	205	205	205	- 1/2	100
RSL	150	205	205	205	- 20	225
Sartoga	1100	55	5	5	51	41
G Spring	1100	280	260	260	340	235
Steel	2000	127	127	127	371	261
Thermo Plex	28700	130	100	130	+ 10	395
TC Glass	5500	300	300	300	325	155
Trans Air	1020	70	70	70	100	40
TC Glass	300	661	611	611	+ 1/2	511
U Equip	100	190	190	190	235	180
W Redek	2200	235	210	235	325	210
Ward	1200	290	280	280	415	130
Wcor	300	661	611	611	711	5
W Brod	100	114	114	114	171	131
W Realty	100	571	571	571	911	61
Wosks	100	10	10	10	71	71

MINES

Ventes	100's	haut	bas	ferme-variation	1972	1971
100's	haut	bas	tur	ture	hauf	bas
Achran	25700	26	23	26	+ 2	151
Adanac	12000	62	58	60	Unch	90
Adonis	24200	65	55	61	- 4	207
Alfon	8500	820	750	820	+ 70	1550
Alax Re Ltd	500	8	8	8	61	61
Alice Lk	5500	15	11	11	43	9
Alwin	46100	16	13	15	- 10	102
Anchor	3200	12	12	12	12	12
Andex Mns	6500	13	11	13	Unch	77
Anglo B	11500	68	55	60	- 6	100
Arctia	54500	27	18	27	+ 7	54
Ardo	2400	15	12	15	- 1/2	31
Arlingtn	12100	10	81	10	Unch	28
Atlas	7100	46	44	45	Unch	67
Athila Res	1700	75	70	75	+ 5	280
Avino	24300	15	12	15	+ 2	19
Azure	2200	16	14	16	40	14
Barrier R	56250	48	43	47	+ 1	470
Bath N	22400	90	69	90	+ 19	165
Bent	48200	125	81	125	- 1/2	31
Benson	6500	15	13	15	Unch	111
Beth Cop	200	114	141	141	+ 1/2	23
Bulch	1500	20	18	20	+ 3	17
Bush Star	1500	4	4	4	91	3

New York

Vendredi, le 29 décembre 1972

Ventes	100's	haut	bas	ferme-variation	1972	1971
100's	haut	bas	tur	ture	hauf	bas
Admiral	171	161	171	+ 1/2	27	131
Alcoa	54	53	53	1/2	57	38
Allied Chemical	291	281	291	1/2	36	26
Allis Chalmers	121	121	121	1/2	15	11
Amerada Hess	451	451	451	+ 1/2	54	39
American Airlines	251	241	251	+ 1/2	49	22
American Can	311	311	311	+ 1/2	36	27
American Cyanamid	32	311	311	+ 1/2	40	24
American Electric Power	291	291	291	+ 1/2	32	25
American Motors	81	81	81	1/2	10	6
American Tel & Tel	511	511	511	+ 1/2	55	41
Anacoda	191	191	191	+ 1/2	21	15
Atlantic Richfield	771	771	771	+ 1/2	78	47
Bausch & Lomb	1381	1361	1361	+ 1	139	94
Bell	561	561	561	1/2	56	56
Boeing	251	241	251	+ 1/2	26	19
Bois Cascade	111	101	111	+ 1/2	20	13
Brant Airways	151	141	151	+ 1/2	20	13
Bristol Myers	691	681	691	+ 1/2	73	55
Budd	161	151	161	+ 1/2	19	13
Buiva	241	231	241	+ 1/2	19	13
Burroughs	2161	2131	2131	+ 1/2	229	146
C B S	501	481	501	+ 1/2	63	45
Caterpillar	671	651	671	+ 1/2	69	46
Celanese	1491	1481	1481	+ 1/2	149	112
Chase Manhattan	401	401	401	+ 1/2	66	52
Chrysler Corp	41	39	41	+ 1/2	44	28
Cities Service	48	46	48	+ 1/2	48	34
Coca Cola	1491	1481	1481	+ 1/2	149	112
Colgate Palmolive	941	92	94	+ 1/2	95	57
Columbia Gas	313	303	313	+ 1/2	35	27
Combustion Engineer	58	58	58	+ 1/2	75	57
Comsat	66	63	66	+ 1/2	75	57
Consolidated Edison	251	241	251	+ 1/2	27	21
Continental Airline	181	171	181	+ 1/2	28	16

				Ventes
				100's
				haut
				bas
1972	1971	variation	1972	1971
27	13%		Continental Can	301
57 1/4	38%		Continental Oil	40
26 1/4	24%		Control Data	601
15%	11		Crane	211
54 1/4	39%		Curtiss-Wright	331
49 1/4	22 1/2		Dow Chemical	1011
36 1/4	27		DuPont	1791
40 1/4	25%		Eastern Airlines	221
32	25 1/4		Eastman Kodak	1491
10 3/4	6%		El Paso Nat Gas	201
25	41%		Exxon Corp	871
11	11		Federal Nat Mtge	191
78 1/4	47%		Firestone	251
39 1/4	94		First Nat City	761
21	21 1/4		Ford Motor	791
73 1/4	48%		GAC Corp	6
26 1/4	19		General Dynamics	251
20%	9		General Electric	71
20 1/4	13 1/4		General Foods	29
73 1/4	55%		General Mills	64 1/2
19 1/4	13 1/4		General Motors	791
229 1/2	146		General Telephone	307 1/2
63	45 1/2		Gillette	64
69 1/2	46 1/4		Goodrich	28 1/2
73	33 1/2		Goodyear Tire	31 1/4
66 1/2	52		Grain Processing	18 1/4
44 1/2	28		Gulf Oil	27 1/4
48	34%		Gulf Western	33 1/4
149 1/4	112 1/2		Honeywell	134 1/4
35 1/2	27		I. B. M.	31 1/4
75 1/2	57 1/2		International Harvester	38 1/4
75 1/2	57 1/2		International Nickel	37 1/4
27 1/2	21 1/4		International Telephone	60 1/4
18 1/4	16%		Johns-Manville	37 1/4
			Jones & Laughlin	31 1/4
			Kellogg	21 1/4
			Kennecott	33 1/4
			Kresge	49 1/4
			Libby McNeil & Libby	54 1/4
			Lifton Industries	13 1/4
			Lockheed	9 1/4
			Mead Corp	15 1/4

Le Canadien...

(Suite de la page 13)

chiffreront à un total d'environ \$88 millions l'an prochain.

En 1973, PanCanadian Petroleum Limited projette de présenter une demande pour la construction de l'oléoduc de Blackfoot LPG entre Edmonton, A.B. et Portland, Ore. L'augmentation prévue du prix du pétrole et du gaz encouragera l'industrie pétrolière et gazière à accroître ses activités dans le domaine de l'exploration.

La demande et le prix du zinc devraient s'améliorer en 1973 tandis que le plomb devrait se maintenir, indiquant une meilleure année pour Cominco. L'exploitation de la nouvelle mine de plomb et zinc Black Angel, au Groënland, devrait débuter en 1973.

En 1972, Fording Coal Limited a commencé à extraire le charbon du sol et atteindra bientôt son taux maximum de rendement. En ce moment, les livraisons de charbon correspondent exactement aux exigences contractuelles. Les négociations concernant le prix de vente reprendront au début de la nouvelle année.

Pacific Logging Company Limited continuera de tirer profit des bons débuts du programme de construction d'habitations aux États-Unis ainsi que des prix élevés des grumes et du bois de construction. Le marché japonais devrait aussi être ferme.

Les bénéfices de Marathon Realty Company Limited devraient de nouveau s'améliorer en 1973 et la compagnie entreprendra un important programme de développement au cours de l'année.

Les bénéfices de CP Hôtels seraient meilleurs en 1973. La compagnie a ouvert un nouveau motel à Brandon, Man., en 1972, et est à construire un hôtel à Halifax. La chaîne hôtelière s'étendra à l'extérieur du Canada en 1973.

Great Lakes Paper Company envisage de meilleurs bénéfices en 1973. L'exploitation de la nouvelle usine de goujons que construit la compagnie débute au cours de l'année.

En 1972, Canadian Pacific Investments s'est associée au groupement Canadian Arctic Gas Study Limited. Le consortium se propose de construire et d'exploiter un gazoduc de gaz naturel entre Prudhoe Bay et le delta du Mackenzie au sud de la frontière des États-Unis. Les requêtes pour la construction du gazoduc devraient être soumises en 1973.

Année difficile...

(Suite de la page 3)

temps et qui a provoqué un ralentissement des activités au sein de l'industrie en général.

En deuxième lieu, à cause de la situation de plus en plus concurrentielle, l'industrie a probablement surestimé la demande totale du marché des nouveaux véhicules, ce qui a contribué, de pair à l'augmentation du marché des véhicules usagés, à un accroissement marqué des inventaires au niveau du distributeur et du concessionnaire. Ceux-ci ont donc dû redoubler leurs efforts au début de la présente saison afin de diminuer le nombre de véhicules de l'an passé encore en entrepôt, ce qui a eu comme effet immédiat de ralentir la vente des modèles de cette année.

De plus, la compagnie poursuit son objectif de réduire au minimum l'inventaire des distributeurs et des concessionnaires des divisions Ski-Doo et Moto-Ski. Cette décision a automatiquement entraî-

né une réduction du nombre de véhicules fabriqués au cours de l'année. En conséquence, le volume des ventes pour les neuf premiers mois, au niveau du manufacturier, a été sensiblement moindre que celui des dernières années.

Par ailleurs, ce rajustement au plan de la production n'a pu occasionner une réduction équivalente des coûts de fabrication. En vue d'une reprise éventuelle du marché des véhicules neufs, nous n'avons pas modifié les frais indirects, et nos frais directs ont subi une hausse principalement à cause de l'in-

roduction de quatre nouveaux modèles au cours de la saison — deux par la division Ski-Doo et deux par la division Moto-Ski.

Cet effort d'innovation dans le domaine de la motoneige a contribué évidemment à une hausse des frais de recherche et développement. Des montants additionnels ont été versés au développement de nouveaux véhicules récréatifs afin de favoriser, à court terme, la diversité de notre production. Des sommes importantes ont été allouées à la réalisation de notre ligne de motocyclettes qui sera pré-

sentée dès le printemps prochain. Les budgets relatifs aux activités précitées ont donc connu une hausse assez importante depuis le début de l'année.

Dans le domaine du marketing, nous avons cru bon d'engager les mêmes dépenses afin de consolider la position de leadership que détiennent conjointement nos deux divisions, bien que la production ait été réduite.

Malgré des prévisions budgétaires défavorables, nous avons cru nécessaire d'effectuer certains autres déboursés afin d'assurer

la survie de notre industrie. L'opération Sentier, entre autres, programme de promotion et de développement du sport de la motoneige qui met l'accent sur la sécurité et la protection de l'environnement, apparaît à nos dépenses courantes.

Toutefois, selon M. Beaudoin, il ne faut pas perdre confiance dans l'avenir de la moto-neige, dont l'industrie devrait connaître d'ici peu un rythme de croissance stable. Le président de Bombardier annonce en conclusion que la société déclare un quatrième dividende de 15¢ par action, classe A.

MINES & PETROLES

Toronto & Canadienne

COTES À LA FERMETURE Vendredi, le 29 décembre 1972

Mines

Ventes	100's haut	ferme-variation	1972	Ventes	100's haut	ferme-variation	1972
100's	haut	bas	haut	100's	haut	bas	haut
A							
Aboucourt	5	25	25	+ 5	40	25	
Abitibi	19	180	165	180	450	125	
Abitibi	150	21	20	20 1/2	13 1/2	24	10
Acme	636	93	86	90	+ 5	135	42
Adanac	183	60	59	60	+ 3	90	40
Advocate	39	120	115	116	210	15	7
Aetna	140	180	150	200	65		
Agnico-E	7	290	280	290	+ 10	340	240
A.I.S.	74	240	225	235	+ 5	495	200
Alcan	170	22	21	22	+ 2	38	16
Alkatho	10	50	50	50	+ 1	80	43
Albion	15	22	20	22	+ 7	35	15
Albion	88	30	25	30	+ 3	60	25
Almaden	74	340	325	330	+ 5	415	285
Almaden	45	40	38	38	+ 2	100	45
Almaden	228	45	40	42	+ 1	90	40
Amigo	5	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
Amos	55	97	92	92	+ 7	112	22
Ang-Rouy	223	134	116	132	+ 17	220	75
Ang-Uld	20	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
Anthracite	10	25	25	25	48	21	
Argosy	12	10	10	10	+ 1	18	10
Armstrong	41	7	6	6	+ 1	12	4
Arno	11	35	35	35	+ 1/2	46	33
Assoc-Por	20	60	60	60	77	4	
Atl. Coast	10	14	14	14	20	10	
Atl. Nickel	1098	17	11	17	+ 5	78	10
Atl. Yknite	17	18	25	30	+ 2	109	25
Avoca	40	35	35	35	+ 1/2	85	35

B

Baker	45	40	40	+ 2	50	33	
Band-Ore	98	70	77	5	9	2	
Bankeno	70	8	75	78	+ 8	150	66
Barrex	30	80	75	78	+ 8	150	66
Barymin	21	250	215	250	+ 10	365	215
Basic	108	1	1	1	2	1	
Bateman	30	15	15	15	15	5	
Beauve	71	14	14	14	+ 3	23	14
Bellefleur	70	14	14	14	+ 3	23	14
Bethel	70	14	14	14	+ 3	23	14
Big Nama	60	109	101	101	+ 2	124	52
Bik Hawk	66	109	101	101	+ 2	124	52
Borealis	20	16	16	16	40	5	
ex wts	92	11	76	15	+ 13	70	10
Bramida	51	390	360	380	+ 25	620	335
Broulan	20	33	33	33	40	23	
Bruneau	11	360	340	360	+ 25	460	250
Bruswick	18	13	18	18	+ 5	23	3

C

Cabot	25	55	54	55	122	50	
Cadillac	173	88	73	85	+ 13	224	55
Caliper	915	30	18	2	10	10	
Calmar	25	53	53	53	+ 2	98	43
Cam	601	20	16	20	+ 4	35	16 1/2
Camilo	38	405	390	395	+ 5	545	239
Camden	213	145	130	145	+ 15	305	145
Cam-Chib	4	30	30	30	+ 1/4	43	22 1/2
Camp-RS	55	170	165	165	+ 5	196	140
Cda Tung	3	16	16	16	+ 1	27	13
C Arrow	235	3	3	3	8	3	
C. Lenc	80	21	19	19	+ 1	34	5 1/2
C. Mag Site	459	19	19	19	+ 1	33	15
C. Merrill	31	720	665	700	+ 20	950	480
Canadex	25	100	100	100	+ 1/2	30	9 1/2
Canadore	8	14	14	14	17	6	
Canuc	379	30	22	25	+ 6	60	22
Capri	420	20	18	20	+ 2	53	12
Capri	5	16	16	16	+ 4	26	8
Cartier	161	12	10	12	+ 1/2	21	10 1/2
Cedarvale	5	10	10	10	10	10	
C. Patricia	3	115	115	115	+ 3	200	105
Chernobyl	264	240	231	238	+ 6	284	175
Chesville	85	9	9	9	+ 1/2	22	7
Chib-Kay	22	30	26	30	+ 4	35	20
Chib-Copp	10	10	98	105	+ 7	133	93
Chimo	81	105	98	105	+ 7	133	93
Chimpan	30	12	12	12	20	4	
Cicero	68	31	30	30	+ 1	40	18
Coin Lake	120	8	8	8	16	8	
Coldfsm	38	285	265	285	+ 5	299	194
Comb. Met	203	100	100	100	+ 1/2	109	91
Comman	11	45	43	45	+ 2	59	24
Conquest	17	25	25	25	46	17	
C. Belier	37	63	55	60	+ 3	450	52
CC. Flin	110	80	5	8	+ 3	11	3
CC. Fry	253	48	37	43	+ 6	130	36
CC. rma	19	20	20	20	22	15	
C. Daering	12	15	15	15	+ 3/2	15	6
Dalsan	130	60	5	8	+ 1	17	1
C. Durham	338	47	41	45	+ 4	80	35
C. Imp	402	161	141	155	+ 19	355	101
C. Mogado	50	12	10	12	+ 2	21	3
C. Morris	215	175	156	174	+ 17	220	135
C. Negus	144	3	2	2	+ 1/2	10	2
C. Nichol	75	7	5	7	+ 2	12	4
C. Prop	93	6	4	6	+ 1	17	4
C. Ramble	274	330	310	330	+ 20	400	140
C. Rekspar	201	14	12	13	+ 1	40	12
C. Tache	212	39	37	37	+ 4	50	30
C. Towers	26	40	36	40	100	30	
Conuco	11	535	505	530	+ 20	860	500
Conwest	70	11	11	11	+ 1/2	25	11
Cop Corp	122	160	136	151	+ 15	330	120
Cop-Man	100	9	9	9	29	4	
Corgem	10	7	7	7	7	7	
Courvan	10	10	11	11	19	5 1/2	
Craigmont	68	620	565	620	+ 50	925	550
Credo	30	12	9	12	12	8	
Crestid	11	9	9	9	12	8	
Cresus	50	5	5	5	10	5	
Crowbank	240	3	2	3	+ 2	13	2
Cambridge	5	1	1	1	4	1	

D

Dasson	80	4	4	4	21	4	
D. Aragon	145	18	17	17	+ 1/2	24	17
Dauphin	60	6	6	6	+ 2	10	3
Deer Horn	206	3	3	3	10	1	
D. Eldon	227	45	43	45	+ 2	63	35
Delhi Pac	8	8	8	8	15	7	
Denison	36	28	26	28	+ 1	36	25 1/2
Devis El	240	3	2	3	+ 2	13	2
Dickenson	65	185	171	181	+ 1	325	85

E

Discovery	20	65	65	65	104	65	
Dom Exp	147	96	91	91	+ 1	169	80
Ducros	70	20	17	17	+ 1	54	13
Dugami	5	20	20	20	+ 1	40	19
Dumont	178	16	13	13	+ 2	63	29
Dunrairie	15	27	27	27	35	14	
Duvan	10	4	4	4	+ 1	6 1/2	2
Dynaco	190	49	47	49	+ 1	70	16
Dynasty	121	7 1/2	7 1/2	7 1/2	12	16 1/2	

F

Falcon	169	11 1/2	11 1/2	11 1/2	14 1/2	9 1/2	
Falling	574	475	440	475	+ 15	500	123
Falcon	5	18	18	18	+ 1	30 1/2	7
Fidelity	120	2 1/2	2 1/2	2 1/2	10	1	
First Mar	190	37	32	37	+ 4	93	32
FLA Nickel	1	100	100	100	365	80	
Fontana	38	3	3	3	7	2	
F. Reliance	160	32	28	32	+ 4	46	24

G

Gale	3548	81	71	72	+ 1	123	47
Gasco	108	530	520	525	+ 5	620	450
Gold	60	8	7 1/2	8	+ 1/4	12 1/4	7 1/4
Glen	120	27	19	22	+ 1/2	32	10
Gold	27	250	245	250	+ 5	410	330
Goldray	72	42	40	42	+ 2	71	34
Gord	88	7	7	7	1/2	27	17 1/2
Granby	5	4 1/2	4 1/2	4 1/2	11	4	
Grandroy	193	260	210	260	+ 50	55	210
Gravel	126	12	10	12	+ 2	19	6
Granville	269	925	650	900	+ 70	945	570
Gr. East	127	7	6	7	+ 1/2	38	5
Gr. Nickel	170	255	245	250	+ 10	322	180
Gr. W. Ming	69</						

Importantes...

(Suite de la page 3)

Conjoncture économique canadienne de 1963 à 1970, conseiller économique de Expo '67, de 1966 à 1968, puis membre de la Commission royale d'enquête sur le commerce des boissons alcooliques au Québec. Il a offert une contribution active aux publications à caractère économique de plusieurs pays.

La femme de M. Thur, Livia, est vice-principal (études) de l'Uni-

versité du Québec à Trois-Rivières.

Agé de 56 ans, M. Read est né à Grand Falls, au Nouveau-Brunswick. Il a gradué à l'Université du Mont Allison, en 1940, où il a obtenu un baccalauréat en sciences économiques et a fréquenté l'Université Brown en tant que boursier, avant de s'enrôler dans la RCAF, en 1942. Pendant la seconde guerre, il a servi comme opérateur de radar au Canada, à Londres et au sud-est de l'Asie. Il s'est joint à la division des Relations économiques internationales du ministère des Finances, en 1946, pour ensuite devenir

conseiller de la délégation Canadienne de l'OTAN, à Paris, puis chef de la section de l'analyse des programmes, au Conseil du Trésor, et enfin directeur exécutif alternant au Fonds monétaire international et à la Banque internationale de reconstruction et de développement, à Washington. Il fut, par la suite, directeur de la division des Relations internationales et de l'Aide aux pays étrangers, au ministère des Finances, pendant trois années, avant de devenir directeur de la division des Finances de l'Etat, entre 1964 et 1970.

Loi-cadre...

(Suite de la page 2)

se conformer à l'une des ordonnances du ministre, l'amende prévue est de \$2,000, maximum.

L'article 65, par contre, indique que nul ne peut déposer des déchets dans un endroit autre qu'un lieu d'élimination, d'entreposage ou une usine de traitement des déchets approuvé par le directeur.

Toute personne qui enfreindra cet article sera passible d'une amende n'excédant pas \$2,000.

Dans tous les cas où il n'est pas

imposé d'autre peine, celui qui contrevient à la loi ou à un règlement ou fait une fausse déclaration s'y rapportant, est passible d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars.

Dixième...

(Suite de la page 2)

tout en fonction de leur poussée démographique. "C'est dans ce contexte d'un développement général que le PAM apporte sa plus valable contribution au progrès des pays sous-développés, en les aidant à mettre en valeur leurs ressources humaines et matérielles, et à réaliser des projets qui, sans cette aide, seraient au-dessus de leur capacité" souligne-t-on dans la Lettre. Jusqu'au 31 juillet 1972, le PAM avait approuvé 511 projets dans 87 pays.

Ainsi qu'il a déjà été signalé, le PAM a comme objectif principal de promouvoir le développement économique et social de certains pays, grâce à l'aide alimentaire qu'il leur offre. Les projets de développement se répartissent en trois groupes principaux.

Les projets immédiatement productifs absorbent environ 50 p. cent des ressources du PAM et s'adressent aux domaines de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, des mines et de l'industrie; les projets visant le développement agricole comprennent le défrichement, l'élevage du bétail, la bonification et la protection du sol, le drainage et l'irrigation.

Les projets de mise en valeur des ressources humaines, qui forment le deuxième groupe, tendent à fournir, d'une part, une aide alimentaire aux femmes enceintes ou qui allaitent, ainsi qu'aux enfants d'âge préscolaire, aux personnes hospitalisées et aux convalescents; ils visent, d'autre part, à améliorer les modes de nutrition des peuples et à promouvoir leur éducation et leur formation.

Les projets de développement de l'infrastructure contribuent à consolider le progrès économique et à améliorer les conditions de santé publique, de logement, les moyens de transport et de communication, la production d'énergie et l'expansion communautaire.

Le second but du Programme alimentaire mondial, lit-on dans la Lettre commerciale, consiste à fournir des secours d'urgence sous forme de vivres aux régions éprouvées par des catastrophes.

Environ les deux tiers des ressources promises sont des denrées comme le blé, le maïs et le sorgho; mais elles comprennent également le lait, la viande, le fromage, le poisson, les pois et les fèves, les huiles comestibles, le sucre, le thé et le café. Les denrées faisant l'objet des contributions des pays donateurs sont conservées par ces derniers jusqu'au moment où le besoin s'en fait sentir.

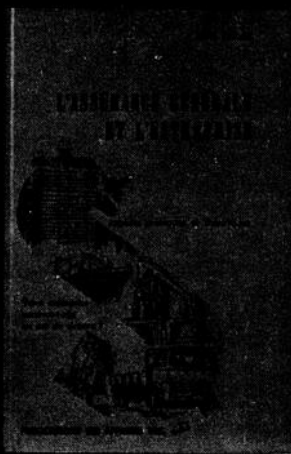
En général, les pays les plus aptes à bénéficier de l'aide du PAM sont ceux qui, tout en n'étant encore qu'à ce stade de développement peu avancé, possèdent la capacité administrative voulue pour disposer efficacement de l'aide alimentaire obtenue. Ces projets sont sous constante surveillance afin que les ententes soient respectées et que des améliorations soient suggérées lorsqu'il y a lieu.

Le PAM fournit une aide qui ne peut être obtenue ailleurs et complète ainsi l'oeuvre d'autres organismes internationaux. La Banque termine sa Lettre commerciale en disant que l'aide alimentaire, jointe à d'autres formes d'assistance financière et technique, constitue une façon efficace de contribuer au progrès économique et social des pays en voie de développement.

Le marche des obligations

Gouvernement du Canada			Off. Dem.			Off. Dem.			Off. Dem.			Off. Dem.			Off. Dem.			
	Off. Dem.																	
7	Feb 73	100.00	100.00	do	8 1/2	74	101	103	Quebec	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Mar 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Apr 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	May 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jun 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jul 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Aug 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Sep 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Oct 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Nov 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Dec 73	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jan 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Feb 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Mar 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Apr 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	May 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jun 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jul 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Aug 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Sep 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Oct 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Nov 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Dec 74	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jan 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Feb 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Mar 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Apr 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	May 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jun 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jul 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Aug 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Sep 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Oct 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Nov 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Dec 75	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jan 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Feb 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Mar 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Apr 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	May 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jun 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jul 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Aug 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Sep 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Oct 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Nov 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Dec 76	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jan 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Feb 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Mar 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Apr 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	May 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jun 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jul 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Aug 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Sep 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Oct 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Nov 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Dec 77	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jan 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Feb 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Mar 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Apr 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	May 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jun 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jul 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Aug 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Sep 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Oct 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Nov 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Dec 78	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jan 79	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Feb 79	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Mar 79	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Apr 79	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	May 79	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jun 79	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Jul 79	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Aug 79	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Sep 79	100.00	100.00	do	5 1/2	73	87	89	do	7 1/2	81	98	99	do	7 1/2	81	98	99
7	Oct 79	100.00	100.00	do	5 1/2													

CHOISISSEZ OU PRENEZ LES TOUS



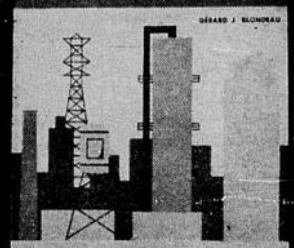
**LES ASPECTS
JURIDIQUES
DE LA
COMPAGNIE
AU QUÉBEC**

**LES ASPECTS
JURIDIQUES
DE LA
COMPAGNIE
AU QUÉBEC**

MA MAURICE MARTEL C.R.
MA PAUL MARTEL

PUBLICATIONS LES AFFAIRES INC.

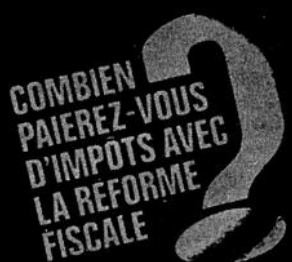
**LE FINANCEMENT
DE L'ENTREPRISE**



détruire
le système actuel?



c'est à y penser



FONDS MUTUELS



**Principes et techniques
du
PLACEMENT
en
valeurs mobilières**

François Charette



Faites-moi parvenir le(s) volume(s) suivant(s)
L'université et le développement socio-économique
Détruire le système actuel? C'est à y penser
L'assurance générale et l'entreprise
Guide de l'acheteur de fonds mutuels canadiens
Les aspects juridiques de la compagnie au Québec Tome I
Tome II
Guide d'économie familiale
Combien paierez-vous d'impôts avec la réforme fiscale
Le financement de l'entreprise
Principes et techniques du placement en valeurs mobilières
Inclure, pour Frais de livraison: \$0.25 par volume
P.S.L. (C.O.D.): \$0.50 commande inférieure à \$10.00 \$1.00 commande supérieure à \$10.00

Quantité	Prix	Total
_____	\$3.00	_____
_____	\$1.50	_____
_____	\$6.00	_____
_____	\$2.50	_____
_____	\$12.00	_____
_____	\$12.00	_____
_____	\$2.50	_____
_____	\$2.50	_____
_____	\$3.50	_____
_____	\$8.00	_____
Total	_____	_____

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Prov. _____

expédiez chèque ou mandat-poste à
Publications Les Affaires Inc.
635 est, boul. Henri-Bourassa Montréal 357, Qué.